

BILAN 2000/2006

Activité du centre de ressources midi-pyrénéen pour la politique de la ville

**Plan d'actions et compte-rendus d'activité et de gestion
Années 2000 à 2005 + premier semestre 2006**

**Evaluation du centre de ressources
Démarche de l'évaluation / Enquête auprès des acteurs locaux**

L'ACTIVITE DU CENTRE DE RESSOURCES POUR LA POLITIQUE DE LA VILLE EN MIDI-PYRENEES - Année 2002 -

A - PLAN D' ACTIONS 2001-2002

Action/projet 1 : Contribuer à la conception et à l'organisation d'une journée nationale d'échanges : « Les GIP-DSU : fonctionnement et perspectives »

- ✓ Avec le concours de la DIV, et la participation de responsables du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie
- ✓ Le 20 mars 2002, au Centre International de Conférences de la Météo, 80 participants
- ✓ Compte-rendu à réaliser par la DIV à partir de matériaux fournis par R&T.

Action/projet 2 : Création d'un groupe de travail ponctuel sur la notion de « Capitalisation »

- ✓ *Groupe de travail non créé.*

Action/Projet 3 : Organiser, en saisissant l'opportunité du rapport Sandrier, un débat/rencontre sur « Les associations et la politique de la Ville »

- ✓ 1^{ère} production de R & T ; pas de partenariat particulier
- ✓ 23 février 2002, au CNFPT ; 120 participants. 2 séances plénières, 4 ateliers
- ✓ Compte-rendu : réalisé et diffusé en lien avec l'étude commandée au CLAP sur « Les relations entre associations et pouvoirs publics locaux dans la politique de la Ville en Midi-Pyrénées » ; synthèse disponible sur le site

(Réunion de restitution-débat le 24 janvier 2003 après-midi)

Action/Projet 4 : Réalisation et édition d'un « Guide des acteurs et des ressources mobilisables pour la politique de la ville en Midi-Pyrénées »

- ✓ Sommaire détaillé et état d'avancement présentés en groupe de travail du Conseil Technique
- ✓ Validation en CA du 8 juillet 2002 ; «Bouclage» rédactionnel fin septembre
- ✓ Diffusion du guide sur support papier (180 pages, 132 fiches - novembre 2002 ; 350 exemplaires), basculement sur site Internet (décembre 2002).
Disponible uniquement sur le site internet : www.ressources-territoires.com

Action/projet 5 : Création et diffusion d'une lettre d'information de Ressources et Territoires

- ✓ Lettre N° 0 sortie fin mars 2002 - 4 pages couleurs (A3 plié en deux).
Diffusion de lancement : 2000 exemplaires (présentation du Centre de Ressources)
- ✓ Lettre N° 1, sortie début octobre (l'évaluation à mi-parcours)
- ✓ Par ailleurs, réalisation et diffusion (par mail) de 6 Flash-Info
Destinataires : à l'origine 50 personnes environ du premier cercle (C.A, Chefs de Projet et Responsables Professionnels du DSU, Conseil Technique). Aujourd'hui, envoi à la demande, 150 destinataires environ.

Action/projet 6 : Création d'un atelier permanent des élus territoriaux (en charge de la politique de la ville)

- ✓ *En attente (le contexte électoral de la période écoulée ne semblait pas s'y prêter...)*
- ✓ 1^{ère} journée du Cycle de qualification sur l'évaluation de la politique de la Ville destinée aux Élus et aux responsables constituant la maîtrise d'ouvrage (cf action/projet 8)
- ✓ hypothèse d'une manifestation, en 2003, sur le thème :
 - soit de l'articulation des politiques contractuelles (contrat de ville/contrat d'agglomération), en liaison possible à la tenue de la première réunion du Comité Consultatif d'Orientations (*à valider*)
 - soit de l'évaluation à mi-parcours des contrats de Ville

Action/projet 7 : Accompagnement méthodologique personnalisé des Chefs de projets

- ✓ *Non démarré, pas de demande réelle pour l'instant*

Action/projet 8 : Cycle de qualification Evaluation de la politique de la Ville

- ✓ 1^{ère} journée ouverte à l'ensemble des acteurs, dont les Élus, (culture de l'évaluation, pourquoi évaluer...) constituant la Maîtrise d'Ouvrage des CDV
12 novembre 2002 ; 120 participants.

En partenariat avec le CNFPT :

- ✓ Puis un premier séminaire de 2 jours réservé aux Chefs de projet, équipes MOUS, fonctionnaires de l'État et des Collectivités en situation de responsabilité opérationnelle (comment rendre évaluable le CDV, cahier des charges, choix d'opérateurs...)
Animation : Cabinet CIRESE
19 et 20 novembre 2002 ; 19 participants
- ✓ Enfin, un deuxième séminaire de 2 jours destiné plus spécialement aux responsables associatifs et chefs de services municipaux (évaluation des actions...)
Animation : CLAP MP
26 novembre et 17 décembre 2002 ; 14 participants

Action/projet 9 : Constitution d'un groupe de travail sur la gestion urbaine de proximité

- ✓ Composition : chefs de projet, responsables de services techniques municipaux, bailleurs sociaux, grandes entreprises publiques, concessionnaires de services...
- ✓ Modalités : audition d'experts et de praticiens (études de cas) : apport d'outils méthodologiques, visites de terrain.
- ✓ Durée : à préciser ; 2 ou 3 jours semble un bon format de départ. Non encore programmée. Prendre en compte l'initiative de l'AROMIP sur ce même sujet (26 novembre 2002).

Action/projet 10 : Contribuer à la conception et à l'animation d'une journée départementale pour le Conseil Général du Tarn

- ✓ Thématique : Politique de la Ville et transversalité des services
- ✓ Participation de R & T à 2 réunions (sur 3) du Comité de pilotage, contribution à l'élaboration
- ✓ Animation d'une table ronde lors de la journée, le 31 mai 2002 à l'Ecole des Mines d'ALBI.

B – ACTIONS REALISEES NON PREVUES AU PLAN D'ACTIONS INITIAL
--

I – Conception et réalisation d'outils

1. Mise en place d'un service SVP-INFO-DOC

- ✓ Réponses à une quarantaine de demandes, allant du simple renseignement à des données d'ordre méthodologiques ou réglementaires plus pointues, nécessitant une recherche documentaire
- ✓ Développement d'un pôle documentaire structuré en 12 champs thématiques et 6 champs méthodologiques.

2. Préparation et création d'un site net Ressources & Territoires

- ✓ Rédaction d'un cahier des charges
- ✓ Constitution d'un groupe de travail CA/binôme salariés pour audition et choix du prestataire (deux réunions)
- ✓ Elaboration de l'arborescence et suivi du prestataire Totem Numérique
- ✓ Mise en service réalisée le 12 novembre 2002

II – Appui méthodologique à la demande des équipes opérationnelles

Quelques exemples :

1. CDV Montauban : appui méthodologique au montage de séances d'information, interventions et co-animation

- à la demande du chef de projet et en lien avec la Ville :
 - ✓ Association à la préparation et à l'animation
 - d'une journée de réflexion sur le Projet Educatif Local et le Contrat Educatif Local ; participants : Élus et Chefs de service (1^{er} février 2002)

- d'une réunion sur la mise en oeuvre du CDV (26 juin 2002) amorçant une coopération avec le CDV d'Albi-Saint-Juéry.
 - ✓ Un SVP INFO DOC sur la double contractualisation CEL/CDV
 - ✓ Un SVP INFO DOC sur les Appels à projets thématiques (identification de démarches, rédaction).
- à la demande du Secrétaire général de la préfecture :
- ✓ Proposition d'un programme et d'un intervenant pour l'animation d'un séminaire de formation à l'évaluation (18 et 25 juin 2002)
Participation à une des deux journées.

2. CDV de Graulhet

- ✓ Un SVP INFO DOC sur les friches culturelles
- ✓ Animation de deux soirées débat dans le cadre de la semaine « Bien Vieillir à Graulhet » ; les 7 et 11 octobre 2002.

3. CDV de Castres Mazamet Aussillon Labruguière

- ✓ Un SVP INFO DOC sur les maisons de la Justice et du Droit.

4. CDV de l'Agglomération du Grand Tarbes

- ✓ Un SVP INFO DOC sur l'identification de prestataires pour des formations en direction du secteur associatif.

5. CDV de Albi Saint-Juery

- ✓ Un SVP INFO DOC sur les Maisons de services publics.

III – Animation de séances d'information, à la demande

- ✓ Compétences Pluri-Entreprises 31 (CPE 31)
La politique de la ville et l'emploi
Une matinée, 21 juin 2002
- ✓ AFPA, Direction régionale
La politique de la ville : étapes, acteurs, principes
Une journée, 16 juillet 2002.
- ✓ TO7 (Toulouse Ouverture), association Bellefontaine
La politique de la ville : les contrats de Ville
Une soirée, 30 septembre 2002.

IV – Interventions dans des formations organisées par des tiers

- ✓ UT2 - DESS Ingénierie économique et sociale des territoires
La politique de la ville : origines, étapes, acteurs, outils
Deux demi-journées, 23 et 26 avril 2002
- ✓ CNFPT – Politiques publiques et animation
La politique de la ville (suite)
Une matinée, 8 octobre 2002
- ✓ CREA MP – Droit des usagers
Le droit et les personnes en difficulté sociale
Une intervention, 14 novembre 2002
- ✓ Préfecture Haute-Garonne - Délégués de l'Etat

Présentation du Centre régional de ressources
Une intervention, 22 novembre 2002

V – Appuis divers

- ✓ Hôpital d'Albi : Journées sur la santé et la précarité
(7 et 8 mars 2002)
Rôle du Centre de Ressources : apporter une aide à la capitalisation,
à la contribution aux actes.

VI – Coopération avec l'Université

- ✓ Réalisation d'un Guide des Acteurs et Ressources – stage pratique
DESS « Ingénierie économique et sociale des territoires » UT1
Janvier à juillet 2002.
- ✓ Facilitation à la mise en place de deux stages pratiques du DESS
Sociologie appliquée à la gestion locale (UT1)
 - « Une offre de loisirs pour un public jeune : analyse et perspectives ;
Contrat de Ville de Mazamet/Aussillon/Labruguière. »
Restitution aux élus et techniciens de la Communauté d'agglomération le
14 novembre 2002
Note de synthèse disponible sur le site
 - « Evaluation d'un dispositif « adultes-relais » sur Montauban : les
médiateurs éducatifs de l'AFTRAM et la socialisation des familles. ».
Note de synthèse disponible sur le site

C – INSTANCES

1 - Instances propres à R&T

- Conseil d'Administration

Après une première réunion constitutive (le 22 février 2001),
le CA s'est réuni sept fois : les 8 juin, 7 septembre, 28 novembre 2001 et
les 21 février, 8 juillet, 14 octobre 2002 et le 28 novembre 2002.
Adoption d'un Règlement Intérieur, Administratif et Financier.

- Conseil Technique

Le CT s'est réuni pour la première fois le 2 mai 2002 (une journée).
Une deuxième réunion s'est tenue le 27 septembre 2002 (une matinée).

- Comité Consultatif d'Orientations

Il devrait se réunir, pour la première fois, au 1^{er} semestre 2003.

2 – Participation à des instances autres, représentation technique

- Plate-forme régionale formation (des acteurs de la politique de la ville)

- Comme suite à la signature d'une convention entre la DIV et le CNFPT

mise en place d'une plate-forme régionale, le 3 mai 2002.

- Cette instance est animée par Jeanne-Marie CARDON (chargée de mission interministérielle, Préfecture de région) et Denis PAYET (cadre pédagogique, CNFPT) ; le directeur de Ressources et Territoires en assure le secrétariat technique.
- Une réunion d'installation s'est tenue le 20 novembre 2002, présidée par Ghyslain Châtel.

– Observatoire social régional - DRASS

- Participation à une réunion, le 16 septembre 2002.

– PREDAT - DRE

- Participation à trois réunions du Comité d'orientation, les 10 juin et 10 septembre et à une réunion débat élargie le 10 décembre 2002.

– Club Régional SFE

- Participation réunion de lacement.

**L'ACTIVITE DU CENTRE DE RESSOURCES
POUR LA POLITIQUE DE LA VILLE EN MIDI-PYRENEES
Bilan de l'Année 2002
(Adopté par le Conseil d'Administration le 12 mars 2003)**

VOLET « INFORMATION, COMMUNICATION, CAPITALISATION »

Axe 1 : Collecter, traiter, produire et mettre à disposition de l'information fiable et attractive, utile aux acteurs dans un processus de vulgarisation

✓ **Outils récurrents :**

- La lettre de R&T (2 numéros)
- "Flash info" (10 numéros)
- SVP INFO-DOC (60 réponses environ)
- site www.ressources-territoires.com : actualisation et compléments
« Guide des Acteurs et Ressources », mise en ligne de divers documents.

✓ **Produit nouveau :**

- Guide des **dispositifs et volets thématiques**
réalisation appuyée par un stage pratique d'étudiant.

Axe 2 : Contribuer à la capitalisation d'expériences : initiatives et réalisations

✓ **Outil récurrent :**

- Les fiches d'expériences (12 nouvelles fiches à produire)

**VOLET « CONTRIBUTION A L'ANIMATION DU DEBAT REGIONAL ET A LA
MISE EN RESEAU D'ACTEURS »**

Axe 3 : Monter des rencontres d'acteurs, favoriser la reconnaissance et la mise en réseau

✓ **Outils/modalités :**

- Une **réunion de restitution-débat** à partir de l'étude commanditée au CLAP sur « **Les relations entre associations et pouvoirs publics locaux** » (24/01/03)
- **3 Journées conférences**, autour des 3 thèmes suivants :
 - Programmation ferme*
 - ↳ **Le renouvellement urbain**
(à Tarbes ou à Toulouse) - 1^{ere} quinzaine de juin
 - ↳ **Discriminations : dans l'accès à l'habitat et au travail**
(Toulouse) - en octobre
 - Programmation éventuelle*

↳ **Nouveaux métiers, nouvelles pratiques professionnelles ?**

(Albi) 1^{ere} quinzaine de décembre ou 2^{eme} quinzaine de janvier 2004

✓ **Profil :**

- Témoignages, experts, responsables institutionnels

VOLET « CONTRIBUTION A LA QUALIFICATION DES ACTEURS ET A L'APPUI METHODOLOGIQUE »

Axe 4 : Recueillir et analyser l'offre de formation, les attentes et besoins des acteurs, sur les sites. Contribuer au développement d'une offre de formation en prise avec les besoins

✓ **Outils/modalités :**

- Implication au sein de la plate-forme régionale (convention DIV/ CNFPT)
- Accueil et suivi d'un(e) stagiaire
- Programmation : rapport remis fin octobre 2003

Axe 5 : Outiller l'intervention des habitants

✓ **Outils/modalités :**

- Cycle régional de qualification « L'habitant, acteur de sa ville ? »
(1 journée conférence + 2 séminaires l'un pour les professionnels, l'autre pour des habitants). Angle privilégié : la place des habitants dans les démarches de gestion urbaine de proximité et de renouvellement urbain.
- Réalisation et diffusion d'un Dossier-ressources

Axe 6 : Appuyer la maîtrise d'ouvrage locale et la maîtrise d'œuvre dans leur implication dans des démarches d'évaluation à mi-parcours

✓ **Outils/modalités :**

- (pour mémoire : Cycle régional de qualification 2002)
- Dossier-ressources Evaluation
- La réponse (info, conseil) à la demande, sur site.

Axe 7 : Préparer l'évaluation du Centre Régional de Ressources pour 2004

✓ **Outils/modalités :**

- Large diffusion d'un Rapport d'Activité (2001-2002)
- Quelles sont, pour le CA, les bonnes questions à se poser ?
- Décisions sur le cadrage de la démarche : assistance technique, calendrier,...
- Consultation du Comité Consultatif d'Orientations et du Conseil Technique.

VOLET « COOPERATION PRATICIENS / CHERCHEURS »

✓ **Outil récurrent :**

- Le Conseil Technique (2 réunions d'une demi-journée)

✓ **Rappel, pour mémoire : Organiser l'accueil et le suivi de deux stages pratiques d'étudiants portant respectivement sur :**

- l'analyse de l'offre, des attentes et besoins en formation des acteurs sur les sites
- la réalisation d'un « Guide des dispositifs et volets thématiques ».

Axe 8 : « Les Rendez-vous chercheurs / praticiens », action nouvelle

✓ **Outils/modalités :**

- 3 rencontres de 2 heures autour de la communication d'un chercheur, d'un échange, suivi d'un pot convivial
- une unique publication reprenant les trois rencontres
- programmation : à préciser

**COMPTE-RENDU D'ACTIVITE
ET DE GESTION**
...
EXERCICE 2003

I – ACTIVITES PREVUES AU PLAN D' ACTIONS 2003

A - VOLET « INFORMATION, COMMUNICATION, CAPITALISATION »

Axe1 : Collecter, traiter, produire et mettre à disposition de l'information fiable et attractive, utile aux acteurs dans un processus de vulgarisation

✓ **Outils récurrents :**

- La lettre de R&T
- "Flash info"
- SVP INFO-DOC
- site www.ressources-territoires.com : actualisation et compléments
« Guide des Acteurs et Ressources », mise en ligne de divers documents.

✓ **Produit nouveau :**

- Guide des **dispositifs** et **volets thématiques**
Réalisation appuyée par un stage pratique d'étudiant.

Réalisation :

- ✓ Un numéro de la Lettre, 10 numéros du Flash-Info, une centaine de réponses au SVP Info doc ont été réalisés tout au long de l'année 2003 ; l'actualisation du site a été conduite partiellement tout en rencontrant des difficultés pour assurer une mise à jour en temps réel.
- ✓ Le Guide projeté n'a pas été engagé ; il a été repoussé du fait de la réalisation des deux études sur les attentes et besoins en formation des acteurs de la politique de la Ville.

Axe2 : Contribuer à la capitalisation d'expériences : initiatives et réalisations

- ✓ **Outil récurrent** : Les fiches d'expériences

Réalisation :

- Cinq fiches nouvelles ont été réalisées :
- ✓ Deux portent respectivement sur une entreprise d'insertion à Albi et l'autre sur une démarche de lutte contre les discriminations (Contrat de Ville du Grand Tarbes)
 - ✓ Trois portent sur les projets de Rénovation Urbaine en cours (Toulouse, Tarbes, Montauban).
 - ✓ Par ailleurs des fiches qui porteront non sur des expériences mais sur des thématiques d'actualité viendront compléter ces fiches d'expériences.

Toutes ces fiches ont été mises en ligne. De plus, elles ont fait l'objet d'un tirage couleurs (format A3) pour une diffusion ciblée.

B - VOLET « CONTRIBUTION A L'ANIMATION DU DEBAT REGIONAL ET A LA MISE EN RESEAU D'ACTEURS »

Axe3 : Monter des rencontres d'acteurs, favorise la reconnaissance et la mise en réseau.

✓ Outils/modalités :

- Une réunion de restitution-débat à partir de l'étude commanditée au CLAP sur « Les relations entre associations et pouvoirs publics locaux »
- 3 Journées conférences, autour des 3 thèmes suivants :
 - Programmation ferme
 - ↳ Le renouvellement urbain (à Tarbes ou à Toulouse)
 - ↳ Discriminations : dans l'accès à l'habitat et au travail (Toulouse)
 - Programmation éventuelle
 - ↳ Nouveaux métiers, nouvelles pratiques professionnelles ? (Albi)

✓ Profil :

- Témoignages, experts, responsables institutionnels

Réalisation :

- ✓ La réunion de restitution-débat prévue s'est déroulée le 24 janvier 2003 et a rassemblé quatre vingt participants environ. Un compte-rendu a été rédigé.
- ✓ Le séminaire Renouvellement Urbain, programmé initialement en décembre se tiendra finalement le 4 juin 2004 à Tarbes.
- ✓ La journée régionale « Lutter contre les discriminations dans l'accès à l'habitat et à l'emploi » s'est tenue le 20 novembre 2003, 150 participants étaient présents. Montée en partenariat avec le FASILD, elle doit faire l'objet d'un travail de capitalisation (4 pages couleurs).

C - VOLET « CONTRIBUTION A LA QUALIFICATION DES ACTEURS ET A L'APPUI METHODOLOGIQUE »

Axe4 : Recueillir et analyser l'offre de formation, les attentes et besoins des acteurs, sur les sites. Contribuer au développement d'une offre de formation en prise avec les besoins

✓ Outils/modalités :

- Implication au sein de la plate-forme régionale (convention DIV/ CNFPT)
- Accueil et suivi d'un(e) stagiaire
- Programmation : rapport remis fin octobre 2003

Réalisation :

- ✓ Ressources et Territoires a assuré, comme prévu, l'exécutif de la Plate-Forme Formation (Convention DIV / CNFPT) : accueil, appui à l'organisation des rendez-vous, secrétariat et accompagnement méthodologique tout au long de la démarche stages/études, durant les mois d'avril à septembre 2003 ;
- ✓ Deux stagiaires – professionnelles en cours de formation au DESS / Master Ingénierie des systèmes de formation et d'emploi (UT1) - ont été accueillies ; deux rapports de stage « Etude sur les attentes et besoins en formation des acteurs de la politique de la Ville » comprenant des éléments d'analyse et des préconisations, ont été remis en septembre 2003, ils feront l'objet d'une restitution publique en 2004.

Axe5 : Outiller l'intervention des habitants

✓ Outils/modalités :

- Cycle régional de qualification « L'habitant, acteur de sa ville ? » (1 journée conférence + 2 séminaires l'un pour les professionnels, l'autre pour des habitants). Angle privilégié : la place des habitants dans les démarches de gestion urbaine de proximité et de renouvellement urbain.
- Réalisation et diffusion d'un Dossier-ressources

Réalisation :

- ✓ Ce cycle a été entièrement reprogrammé sur 2004.

Axe6 : Appuyer la maîtrise d'ouvrage locale et la maîtrise d'œuvre dans leur implication dans des démarches d'évaluation à mi-parcours

✓ Outils/modalités :

- (pour mémoire : Cycle régional de qualification 2002)
- Dossier-ressources Evaluation
- La réponse (info, conseil) à la demande, sur site.

Réalisation :

- ✓ Le Cycle régional de qualification des acteurs de la politique de la Ville, sur l'évaluation des Contrats de Ville, lancé en 2002, a été prolongé.

Pour répondre à la demande de professionnels qui n'avaient pu, faute de place participer au deux précédents séminaires, un troisième séminaire, en direction des opérateurs associatifs et municipaux et intitulé « Evaluer des actions d'un Contrat de Ville » s'est tenu en mai et juin 2003 ; il a concerné 15 participants.

- ✓ Le dossier ressources annoncé « L'Evaluation des Contrats de Ville 2000-2006 » a été publié en juin 2003 puis diffusé gratuitement à 180 exemplaires au « cœur de cible » : élus territoriaux en charge des CDV, chefs de projets et équipe MOUS, fonctionnaires responsables dans les Préfectures et collectivités territoriales, délégués de l'Etat.

Dès juillet 2003, ce dossier a été mis en ligne sur le site de Ressources et Territoires.

- ✓ Ressources et Territoires est intervenu dans diverses réunions d'information, à la demande des organisateurs pour présenter des éléments méthodologiques ; nous avons été sollicités :

- par la Préfecture de Tarn pour monter une séance d'information multipartenaires.
- par la Préfecture de Tarn-et-Garonne et le Contrat de Ville de Montauban pour aider à définir, puis rédiger le cahier des charges.
- par la Communauté d'Agglomération de Castres Mazamet pour aider à définir, puis donner un avis sur le projet de rédaction et l'identification de prestataire

- ✓ Par ailleurs, R&T est resté en relation avec le Club Régional SFE (réunions, lecture de documents).

Axe7 : Préparer l'évaluation du Centre de Ressources pour 2004

✓ Outils/modalités :

- Large diffusion d'un Rapport d'Activité (2001-2002)
- Quelles sont, pour le CA, les bonnes questions à se poser ?
- Décisions sur le cadrage de la démarche : assistance technique, calendrier,...
- Consultation du Comité Consultatif d'Orientations et du Conseil Technique.

Réalisation :

- ✓ Cet axe n'a pas été engagé au cours de l'exercice ; priorité a été donnée aux demandes d'appui à la définition et à la mise en œuvre de démarches d'évaluation émanant des terrains.
- ✓ Par ailleurs, l'instance de réunion des directeurs de Centres de ressources au niveau national, a décidé de faire réaliser un document comparatif de présentation des divers Centres de ressources.

D - VOLET « COOPERATION PRATICIENS / CHERCHEURS »

Axe8 : « Les Rendez-vous Chercheurs / Praticiens »

✓ **Outils/modalités :**

- 3 rencontres de 2 heures autour de la communication d'un chercheur, d'un échange, suivi d'un pot convivial
- une unique publication reprenant les trois rencontres
- programmation : à préciser

Réalisation :

✓ Cet axe n'a pas été réalisé, par contre, la définition des thèmes, les intervenants et la préparation d'une coopération avec le Centre Méridional de l'Architecture et de la Ville ont été engagés.

Les « Rencontres Chercheurs / Praticiens » voient leur programmation validée pour le dernier trimestre 2004.

II - ACTIVITES REALISEES HORS DU PLAN D' ACTIONS 2003

A - Interventions en formation à la demande

- Avec le **CNFPT Midi-Pyrénées**, élaboration et mise en œuvre d'une convention de formation

Tâches réalisées par R&T :

- Définition du cadre pédagogique, déroulement du programme
- Proposition d'intervenants et coordination de ceux-ci
- Présence *fil rouge* sur l'ensemble du déroulement des sessions
- Interventions thématiques sur plusieurs demi-journées

Soit 2 cycles de 3 jours à l'attention d'un public d'agents de catégorie B en formation initiale, prioritairement.

- Avec le **CRP Consulting**

Intervention sur les fondamentaux de la politique de la ville, à l'initiative de la Préfecture des Hautes-Pyrénées

Soit un jour de séminaire avec une vingtaine de professionnels

- Pour le **SICOVAL**

Intervention sur le fonctionnement des CDV et l'articulation des dispositifs

- Soit une soirée avec une vingtaine d'élus
- Pour la **Mairie de Toulouse, Direction de l'Animation**
Intervention de présentation des contrats de Ville et de l'articulation des dispositifs
Soit une matinée avec une soixantaine de participants

B - Animations de séances et de rencontres

- Pour la **Régie de Quartier de Bellefontaine**
Intervention dans le cadre de l'Assemblée Générale de l'association
Soit une demi-journée avec une quarantaine de participants
- Pour la **Direction de l'action sociale, Conseil Général du Tarn**
Animation de deux séances thématiques pour les travailleurs sociaux de circonscriptions :
 - * La Gestion Urbaine de Proximité
 - * Territoires et travail socialSoit sur deux journées, quatre vingt participants environ
- Pour le **Centre de ressources politique de la Ville, PACA**
Animation d'une rencontre régionale d'acteurs sur la Gestion Urbaine de Proximité
Soit une journée avec 180 participants

C - Conception, montage et réalisation de séances d'information sur l'actualité de la politique de la Ville

- En **co-production avec Pays et quartiers d'Aquitaine**, à Agen,
Une séance d'information sur la LOPVRU avec une conférence du DIV Adjoint
Soit un après midi avec 250 participants,
Réalisation et diffusion d'un quatre pages couleurs d'information, diffusé à 1600 exemplaires et disponible en ligne
- Pour **les écoles et instituts de formation de travailleurs sociaux** : CEMEA, IFRASS...
Séances d'information (d'une demi-journée) sur la Rénovation Urbaine.

CONCLUSIONS

► Par rapport au Plan d'Actions

■ Force est de constater que le Plan d'Actions prévu pour l'année 2003 était certainement trop ambitieux, tant par son volume, ses rythmes que par le volonté de constructions de partenariats.

Il n'a été que partiellement mis en œuvre ; plusieurs reports de programmation et/ou annulations sont à noter.

■ Face au résultat déficitaire de 2002, s'est imposée la volonté de mieux maîtriser les dépenses, y compris celles liées à l'activité ; d'où l'étalement de la programmation sur l'exercice suivant.

Dans le même temps, la recherche de financements complémentaires a été conduite (cf. PV du Conseil d'Administration) :

- Relations avec le Ministère de l'Education Nationale pour une éventuelle mise à disposition
- Dépôt d'un dossier de financements par actions auprès de la DR de la CDC
- Définition et mise en œuvre d'un partenariat avec le FASILD

► **L'Activité hors Plan d'Actions**

■ L'activité hors plan d'Actions a connu une forte montée en charge, Ressources et Territoires étant de plus en plus identifiée, les sollicitations sont nombreuses et ne font pas l'objet d'un enregistrement systématique ; citons, à titre d'exemple, des demandes :

- d'information, de coordonnées dans le prolongement et autour du Guide des Acteurs et Ressources (diffusé et mis en ligne fin 2002), émanant essentiellement de professionnels, et particulièrement d'associations
- de mise en relation avec des responsables, d'analyse de situation des Contrats de Villes (projets, jeu d'acteurs...), émanant essentiellement de jeunes diplômés et de cadres confirmés (repositionnement professionnel et ou géographique) en recherche d'emploi.

-

► **Evénements exceptionnels**

■ Enfin, certains événements non programmés ont occasionné une charge supplémentaire de travail mobilisant du temps et de l'énergie ; et incitant, au cours du dernier trimestre 2003, à des glissements sur l'exercice suivant.

Citons, à titre d'exemples :

- L'installation dans de nouveaux locaux, et le « couplage » de l'inauguration avec le montage d'une journée régionale thématique (20 nov. 2003).
- Nous avons également répondu, à titre de service à quelques sollicitations, hors champ strict de nos compétences (ex : préparation et animation d'une réunion publique, à la demande de la Préfecture, dans le cadre de la démarche « Le Grand débat sur l'avenir de l'école » ; animation d'un atelier dans le cadre de l'Université d'été du management public territorial,...

COMPTE-RENDU D'ACTIVITE ET DE GESTION --- EXERCICE 2004

PREAMBULE

Le Centre de ressources pour la politique de la Ville en Midi-Pyrénées – plus communément dénommé Ressources et Territoires - est parvenu à un premier pallier de son développement et de son inscription dans le paysage régional avec au terme de cette année 2004, trois années d'exercice.

D'une part **un bilan positif peut être dressé** : création, montée en charge, élaboration d'outils et de supports, appui à des acteurs, journées de rencontre et de mutualisation, contributions à des formations... Nous pourrions sans trop de difficultés montrer comment Ressources et Territoires a défini et mis en œuvre actions et projets pour répondre aux deux grands objectifs qui lui avaient été assignés :

- Contribuer à la qualification des acteurs de la politique de la Ville
- Contribuer à l'émergence d'une culture commune.

Mais, d'autre part, **la forte croissance des sollicitations conduit à une certaine saturation** ; et ce, en raison de moyens (tant financiers qu'humains) qui sont restés constants depuis le démarrage de la production (janvier 2002).

Le bilan qui va suivre synthétise l'ensemble des activités de Ressources et Territoires sur l'exercice 2004 tant d'un point de vue du Plan d'actions prévu initialement, que du fonctionnement courant et d'éléments à caractère exceptionnel.

A noter : Ce présent compte-rendu d'activité et de gestion reprend souvent des extraits de fiches préparatoires, de fiches de bilan ou de procès verbal des réunions du Conseil d'Administration ; il constituera, par ailleurs, un document à communiquer au Cabinet qui se verra confier une mission d'évaluation de ce Centre de ressources pour la politique de la Ville en Midi-Pyrénées.

La fréquentation du centre de ressources

Avant de présenter l'activité par volet thématique, il nous a semblé important de faire un premier bilan de la fréquentation du Centre de ressources.

En termes de fréquentation (appels, visites sur place, consultations du net) :

La fréquentation du centre de ressources s'est fortement accrue sur l'année 2004, bien que nous n'ayons pas les chiffres correspondants sur 2003, il nous a semblé intéressant de mentionner la vision globale de cette fréquentation pour l'année 2004.

En moyenne, 160 appels par mois, 8 appels ou venues par jour ont été enregistrés par R&T. Des pics sont, bien sûr, enregistrés sur les 15 jours précédents toutes les manifestations, notamment lors de la réalisation de journées conférences régionales.

En ce qui concerne la fréquentation de site internet de Ressources et Territoires, 1500 visiteurs différents – par mois, en moyenne – ont consulté le site ; 16% d’entre eux sont restés plus de 15 minutes. Il est à noter que la fréquentation du Site est en constante augmentation – en tenant compte, bien, sur des périodes d’été et des pics de consultation liés aux manifestations mises en place par Ressources et Territoires.

En termes de demandes de rendez-vous :

30 personnes ont été reçues en entretien individuel, principalement par le Directeur : demandes d’information sur la politique de la Ville, sur le paysage institutionnel général ou liées à certaines thématiques. Soit dans le cadre d’une recherche d’emploi, soit dans le cadre d’une recherche de stage, soit dans le cadre de la rédaction d’un mémoire, l’ensemble de ces personnes a été par la suite réorienté sur des structures autres ; quatre d’entre elles ont intégré Ressources et Territoires en tant que stagiaires. Nous les retrouverons plus loin dans le descriptif des activités, chacune ayant participé activement à la réalisation d’au moins une action.

A - VOLET « INFORMATION, COMMUNICATION, CAPITALISATION »

Collecter, traiter, produire et mettre à disposition de l’information fiable et attractive, utile aux acteurs dans un processus de vulgarisation

✓ **Outils récurrents** : La lettre de R&T ; “Flash info” ; les Fichexpériences ; les fiches Grand Angle ; SVP INFO-DOC ; site www.ressources-territoires.com

Flash-Info

✓ 7 numéros ont été produits et diffusés par courrier électronique sur l’année 2004. Cette publication, variée dans son contenu, allie informations nationales et informations de proximité. Le nombre de destinataires avoisine 500. Appréciée de nos lecteurs, de nombreux encouragements nous parviennent.

SVP Info doc

✓ 100 questions ayant demandé un traitement de l’information allant de l’étude de la recherche documentaire, à la présentation synthétique de dispositifs en passant par l’identification de structures et de pratiques similaires.

✓ De plus, il est à noter des demandes dont le traitement peut être immédiat, à savoir, un nom, un numéro de téléphone, une adresse, un complément d’information sur telle ou telle actualité, sur tel ou tel dispositif.

✓ Le nombre de demande de rendez vous – cf. plus haut – permet également de mesurer l’augmentation de la notoriété de la structure.

Fichexpériences

«Un Projet Social de Territoire pas comme les autres», Albi / St Juéry

Les différents partenaires de l'action sociale albigeoise ont décidé - voilà plus de deux ans - de rapprocher les ressources de leurs agents de terrain afin d'améliorer la cohérence et la qualité du service rendu à la population. Initié par un diagnostic partagé, la "réorganisation" de l'action publique a usé d'un dispositif jusqu'alors peu connu : le PST (Projet Social de Territoires). Devançant de quelques mois l'expérimentation nationale lancée par la DIV, "l'expérience parallèle" du site albigeois a depuis franchi plusieurs étapes.

«Une convention GUP en marche», Mazamet

Convaincu par l'intérêt d'une démarche de gestion urbaine de proximité, l'équipe de Maîtrise d'œuvre Urbaine et Sociale du Contrat de Ville de Castres-Mazamet-Aussillon-Labruguière - et plus particulièrement ses membres impliqués sur le quartier de La Falgalarié - a initié une véritable révolution de terrain autour d'un projet de convention GUP (Gestion Urbaine de Proximité). S'appuyant sur la mise en oeuvre d'un "diagnostic en marchant", cette expérience, démontre les bienfaits structurels d'une méthodologie dans laquelle la marche en avant collective prend tout son sens.

Série Renouveau Urbain

A l'heure où la politique de la Ville tend à privilégier le renouvellement physique des quartiers (Loi d'Orientation et de Programmation pour la Ville et la Rénovation Urbaine), R&T a souhaité réaliser un tour d'horizon des dispositifs de renouvellement urbain mis en oeuvre en Midi-Pyrénées ; soit la réalisation, en interne, de trois fiches de 4 pages chacune, en couleurs et comprenant des éléments de cartographie.

« Le Grand Projet de Ville de Toulouse »,

« L'Opération de Renouveau Urbain de Tarbes »,

« Le Programme de Rénovation Urbaine de Montauban ».

Toutes ces fiches ont fait l'objet d'un tirage couleurs pour une diffusion ciblée. Elles sont, en outre, accessibles en ligne sur le site de Ressources et Territoires

Fiches Grand Angle

✓ Nouvelles venues sur notre site internet, ces fiches offrent une présentation synthétique d'un thème d'actualité, et ont pour objectif d'en transcrire les points clés, de poser des repères chronologiques. Elles font suite, le plus souvent, à des conférences, forums, ... suivis par Ressources et Territoires.

«[La nouvelle décentralisation](#)»,

«La réforme de la formation professionnelle»,

«La place de l'intercommunalité dans l'acte II de la décentralisation».

www.ressources-territoires.com

La question de l'évolution du site internet, a été une préoccupation constante sur l'année 2004.

Aujourd'hui, alors que ce site rencontre un intérêt certain auprès des utilisateurs – cf. fréquentation du site - il faut noter :

- L'utilité de disposer d'un moteur de recherche par mots clés (le volume du site ayant plus que triplé sur les 2 années de fonctionnement)
- La difficulté d'une actualisation en temps réel notamment du Guide des acteurs, le temps consacré à l'actualisation du site étant dans sa majeure partie tourné vers l'actualité du Centre et vers l'actualité régionale.
- La pauvreté iconographique et, l'intérêt d'un « lifting ».

L'élaboration d'un cahier des charges couplé avec la mise en ligne de notre pôle documentaire a été enclenchée. Les demandes de mise à jour qui nous parviennent sont effectuées ; un travail à poursuivre sur 2005 en termes d'actualisation et de création de nouvelles fiches.

Vœux 2005

Enfin, un effort particulier a été fait pour les vœux 2005. Choix d'un visuel (couleurs et phrase d'accroche) et réalisation d'une carte spécifique, diffusion à 400 exemplaires dont 150 ont été personnalisées.

B - VOLET « CONTRIBUTION A L'ANIMATION DU DEBAT REGIONAL ET A LA MISE EN RESEAU D'ACTEURS »

Monter des rencontres d'acteurs, favorise la reconnaissance et la mise en réseau.

✓ Outils/modalités :

- 1 Journée conférence, autour du thème : Le renouvellement urbain (à Tarbes)
- 1 outil de capitalisation pour la journée conférence
- ↳ Discriminations : dans l'accès à l'habitat et au travail (Toulouse)

Le séminaire professionnel « Rénovation Urbaine, pratiques et méthodes »

✓ **Le séminaire Rénovation Urbaine**, s'est tenu le vendredi 4 juin 2004 à Tarbes, au siège de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes.

Programmée sur une journée, cette manifestation - initialement prévue en décembre 2003 - ouverte à l'ensemble des acteurs impliqués ou intéressés par les problématiques du Renouvellement Urbain et de la Rénovation Urbaine.

Le matin, une approche à la fois historique et en terme de définition des champs conceptuels a été présentée par Marie Christine Jaillet ; ont suivi des ateliers techniques, animés par les

responsables opérationnels des procédures de Rénovation Urbaine initiées en Midi-Pyrénées (Grand Projet de Ville de Toulouse, Opération de Renouvellement Urbain de Tarbes et Programme de Rénovation Urbaine de Montauban). Ils ont permis d'apporter des réponses concrètes aux participants.

L'après-midi, d'autres intervenants - praticiens – sont venus alimenter le débat de la séance plénière.

Lutter contre les discriminations dans l'accès à l'habitat et à l'emploi

✓ La journée régionale « **Lutter contre les discriminations dans l'accès à l'habitat et à l'emploi** » qui s'est tenue le 20 novembre 2003 a fait l'objet, en 2004, d'un travail de capitalisation et de diffusion sous deux formes :

- Un quatre pages couleurs, publié en décembre 2004 et diffusé à 1500 exemplaires, pour les trois quart par le FASILD Midi-Pyrénées, co-financeur de la journée régionale. Il est en ligne sur le site de Ressources et Territoires.
- Un compte-rendu de 26 pages retraçant trois des interventions de la journée (26 pages). Ce document est accessible sur notre site également. Il a fait l'objet d'une version papier (noir et blanc) pour une diffusion restreinte : le FASILD et les intervenants.

C - VOLET « CONTRIBUTION A LA QUALIFICATION DES ACTEURS ET A L'APPUI METHODOLOGIQUE »

Recueillir et analyser l'offre de formation, les attentes et besoins des acteurs, sur les sites. Contribuer au développement d'une offre en prise avec les besoins

✓ **Outils/modalités :**

- Accueil et suivi de stagiaire(s)

Outils l'intervention des habitants

✓ **Outils/modalités :**

- Cycle régional de qualification « L'habitant, acteur de sa ville ? »
Angle privilégié : la place des habitants dans les démarches de gestion urbaine de proximité et de renouvellement urbain.

Appuyer la maîtrise d'ouvrage locale et la maîtrise d'œuvre dans leur implication dans des démarches d'évaluation à mi-parcours

✓ **Outils/modalités :**

- Dossier-ressources Evaluation
- La réponse (info, conseil) à la demande, sur site.

Préparer l'évaluation du Centre de Ressources

✓ **Outils/modalités :**

- Quelles sont, pour le CA, les bonnes questions à se poser ?

Le Cycle régional de qualification 2004/2005 intitulé « Et les Habitants ?! De l'usager spectateur au citoyen acteur »

L'ambition du Cycle Régional de Qualification est, rappelons le, d'interpeller les acteurs midi pyrénéens de la politique de la Ville sur une question et de développer autour de celle-ci des actions informatives et qualifiantes (type journée conférence, séminaires, supports pédagogiques...). Un premier Cycle a été conduit en 2002/2003 sur le thème de *L'évaluation des contrats de Ville*.

En 2004, Ressources & Territoires a ouvert son second Cycle Régional de Qualification sur le thème de la participation des habitants.

Destiné à la diversité des acteurs de la participation (habitants, élus, responsables associatifs, professionnels du développement social, urbain et territorial, agents des services de l'Etat et des collectivités territoriales, etc.), ce Cycle se décline en **plusieurs temps forts**.

La Journée - Conférence Régionale / 17 juin 2004

Ouverte à l'ensemble des acteurs, elle a marqué le début du Cycle Régional de Qualification, permettant d'apporter un premier éclairage sur la question de la participation et des démarches existantes : groupe d'échanges, conseil de développement...

Elle s'est déroulée le 17 juin 2004, et a été placée sous le signe de la diversité et de l'échange tant dans le public qu'à la tribune : professionnels du développement social urbain et du développement territorial, philosophe, sociologue et clowns analystes s'y croisant...

150 participants ont été présents à tout ou partie de la Journée-Conférence sur les 187 inscriptions préalables.

85 fiches « Evaluation express » ont été remplies (soit plus de la moitié des participants).

Il est à noter la rencontre avec de nouveaux publics, en effet, l'ouverture de cette Journée à de nouvelles thématiques (démarches de développement territorial) a permis de toucher **de nouveaux publics sur l'ensemble de la région** et en particulier sur **les 4 départements non impliqués par la politique de la Ville** (16 % du total des réponses).

Le **SEMINAIRE HABITANTS**

Destiné à des habitants de Midi-Pyrénées impliqués dans la vie et les projets de leur quartier ou de leur territoire, cette action de formation se déroulant sur trois jours vise à répondre à leurs besoins et tente de prendre en compte leurs attentes.

Deux journées du Séminaire ont déjà eu lieu, réunissant une douzaine d'habitants à chaque fois.

La première journée a permis de mettre en dynamique le groupe et d'échanger sur l'engagement habitant, le vécu participatif et la définition des attentes pour la suite du Séminaire. La deuxième journée a été rythmée par des temps d'apports et d'échanges : compréhension du paysage institutionnel, structuration du Grand Projet de Ville de Toulouse, approche de la notion de «mixité sociale»... La troisième journée aura lieu le 20 janvier 2005.

Des Ateliers de présentation de démarches participatives

Les ateliers se tiendront sur le premier trimestre 2005, sur des thématiques arrêtées :

- **Atelier 1** - *Blagnac : Des Conseils de quartiers pour une démocratie de proximité,*
- **Atelier 2** - *Bordeaux : Le jardin de ta sœur..., l'appropriation collective d'un espace public.*
- **Atelier 3** - *Pays Midi Quercy : un Conseil de développement participatif.*

Enfin, pour capitaliser... Un Dossier – Ressources

Il devrait être publié à la fin du premier semestre 2005.

Deux stagiaires

Respectivement étudiantes en maîtrise de géographie urbaine à l'Université de Toulouse le Mirail et en DESS Gestion sociale de l'environnement et valorisation des ressources humaines à l'Université Champollion d'Albi - ont été accueillies et chargées de contribuer à la conception et à l'organisation de ce cycle ;

Une des stagiaires s'est vue confier un CDD de six mois pour poursuivre et finaliser le Cycle Régional de qualification sur le volet Séminaire et la mise en œuvre des Ateliers présentant des démarches participatives ; son rapport de stage « Essai pour une approche de la participation des habitants dans le développement territorial – Etudes de cas du territoire » a été réalisé dans le cadre du DESS. Il est disponible au pôle documentaire du Centre.

Les dossiers mis en œuvre dans le cadre de stages

Deux autres dossiers ont été réalisés dans le cadre de l'accueil de stagiaires.

Pour la première fois, Ressources et Territoires a accueilli un Stagiaire de l'IRA de Bastia. Celui-ci, sur 8 semaines, a travaillé sur les éléments nécessaires pour un dépôt de Dossier sur les financements européens.

Un second stagiaire, post DESS « La Nouvelle Economie Sociale », a travaillé sur l'identification des acteurs de l'Insertion par l'Activité Economique sur l'Agglomération Toulousaine. Ce stage ne s'est finalement déroulé que sur un mois, il a été interrompu pour une prise de poste dans le secteur associatif dans l'ingénierie de formation auprès d'un public jeune.

Rappelons que les stagiaires reçus par Ressources et Territoires ne sont pas indemnisés sur la durée de leur stage. Seuls les frais de déplacement – sur autorisation préalable – sont pris en compte dans la réalisation concrète du stage.

Selon le cursus des stagiaires accueillis, il peut y avoir soutenance d'un rapport de stage. Ces rapports sont dans leur intégralité téléchargeables sur le site internet.

Plan de formation des dirigeants de SIAE 81

Origine, Situation

Dans le cadre du Plan Pluriannuel de l'Insertion par l'Activité Economique - mené à l'initiative du Comité Départemental de l'Insertion par l'Activité Economique et en partenariat avec l'ensemble des Structures d'Insertion par l'Activité Economique du département- trois groupes de travail ont dégagé des propositions d'orientations.

Eléments de contenu, Démarche, Chiffrage

Programmation : 3 modules et deux réunions d'étapes

- Module 1 : Outils de gestion : les tableaux de bord ; Les choisir, les utiliser, les faire évoluer
- Module 2 : Les fondamentaux de la responsabilité du chef d'entreprise : Fiscal, social
- Module 3 : Projet d'entreprise et pilotage stratégique : Outils, attitudes

La mission de Ressources et Territoires a consisté à :

- rédiger le cahier des charges
- proposer 3 opérateurs
- réaliser le dépliant-programme

L'audition des Cabinets a eu lieu à Ressources et Territoires le jeudi 25 novembre, après midi. Une convention est passée avec les financeurs.

Les actions de formation, quant à elles, se dérouleront de janvier à juin 2005, sur différents sites tarnais. Nous participerons au suivi de cette démarche.

**Elaboration et mise en œuvre d'une convention¹ de formation
Avec le CNFPT Délégation Midi-Pyrénées,**

Cycle de développement territorial : Les clés de la politique de la Ville

Tâches réalisées par Ressources et Territoires :

- Définition du cadre pédagogique, déroulement du programme
- Proposition d'intervenants et coordination de ceux-ci
- Présence *fil rouge* sur l'ensemble du déroulement des sessions
- Interventions thématiques sur plusieurs demi-journées

Soit 2 cycles de 3 jours à l'attention d'un public d'agents de catégorie B en formation initiale, prioritairement.

Interventions thématiques

- ✓ Stage « Préparation au concours, spécialité Urbanisme », 1 stage de trois jours
Prévu sur 2004 reporté janvier 2005
- ✓ Intervention sur des groupes d'animateurs sociaux, 2x0.5 j soit 1 jour

¹ Conformément à la convention n°03 13 R 689 du 12/03/04 la préparation et l'animation de 10 conférences ou journées de formation par an, au profit et pour le compte du CNFPT, sur les thématiques liées à l'objet social du groupement.

L'évaluation du Centre de Ressources

Le Conseil d'Administration a adopté, en 2004, le principe d'une évaluation du Centre de ressources, conduite par un tiers, et qui se déroulera sur l'exercice 2005.

D - VOLET « COOPERATION PRATICIENS / CHERCHEURS »

« Les Rendez-vous Chercheurs / Praticiens »

✓ Outils/modalités :

- 3 rencontres de 2 heures autour de la communication d'un chercheur, d'un échange, suivi d'un pot convivial
- une unique publication reprenant les trois rencontres

Reprogrammés en 2004, les « Rencontres Chercheurs / Praticiens » sont toujours en phase de maturation. La préparation de ces rencontres ayant été incorporée à la fiche de poste de la chargée de la documentation qui n'est arrivée qu'en décembre 2004, la phase opérationnelle devrait intervenir courant 2005.

La définition des thèmes, les intervenants et la coopération avec le Centre Méridional de l'Architecture et de la Ville, pour la publication d'Actes.

Animations de séances et de rencontres / à la demande

Ressources et Territoires est intervenu dans diverses réunions d'information, à la demande des organisateurs pour présenter des éléments méthodologiques ; nous avons été sollicités :

- Dans le cadre du **Débat national sur l'avenir de l'Ecole**, Animation de la réunion d'arrondissement à Grenade (14/01/04)
Public : parents, enseignants, associations, élus
- Pour le **Conseil Général du Lot**, à Cahors
Participation à une rencontre sur « Décentralisation et Revenu Minimum d'Insertion sur le département ».
Animation de l'Atelier sur l'Insertion par l'Activité Economique
- **Journée départementale CISP D Mazamet**, à Pont-de-l'Arn
« Les dix ans du Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance »
Fourniture d'une grille pour l'animation des ateliers ; synthèse des ateliers.
- **Colloque sur les GPV et la Rénovation Urbaine** – MEDEF 31
Présentation de la dimension « Développement économique » dans la politique de la Ville
- Conseil Général 81 - **La territorialisation de l'action sociale** – 01/03/04 – Albi
Exposé débat – Public : travailleurs sociaux
- Par le CMAV (8/03/04) – **Questions d'actualité suite à la LOPVRU (Loi d'Orientation et de Programmation pour la Ville et la Rénovation Urbaine)**
Public : responsables associatifs du réseau Participe (Fondation de France)

Par ailleurs, Ressources et Territoires est resté en relation avec le Club Régional de la Société Française de l'Evaluation (réunions, lecture de documents).

Aide à la conception, au montage et réalisation de séances

- Comité de développement social de Colomiers, **Projet JASE** (Jeunesse Animations Socio Educative)
Intervention en assemblée plénière sur la LOPVRU (Loi d'Orientation et de Programmation pour la Ville et la Rénovation Urbaine) et le Plan de Cohésion Sociale
- **Les dix ans de la SCOP ADOS**, Association Socio Educative du Mirail
Proposition d'un intervenant universitaire (Paris X).

Participation à des instances

- | | |
|--|---|
| ✓ PRIPI | Programme Régional d'Insertion des Populations Immigrées / Comité de pilotage |
| ✓ Observatoire social régional - DRASS | |
| ✓ ER2C | Conseil Pédagogique, Groupe « Pédagogie ». |
| ✓ FASILD | Diverses réunions et instances « Discriminations » |

CONCLUSIONS

▶ Par rapport au Plan d'Actions

■ La réalisation des actions

Si le Cycle Régional de Qualification a été bien engagé – et reste à achever puisque développé dans la durée sur près de 18 mois - d'autres actions prévues n'ont pas été mises en œuvre. C'est particulièrement le cas des Rencontres Chercheurs / Praticiens, reportées pour la seconde année consécutive.

■ Le renforcement et la structuration des moyens

La proposition au Conseil d'Administration du 20 septembre 2004 de la DM2 a été assortie de la présentation d'un document permettant d'apprécier les orientations soumises en termes d'objectifs, au-delà de leur traduction comptable. A été mise en évidence la « *nécessité de conforter l'existant, en dégageant 4 axes prioritaires :*

- *Actualiser et faire vivre le site internet*
- *Optimiser le pôle documentaire*
- *Poursuivre l'effort d'information et de communication*
- *Prévoir l'activité jusqu'en 2006. »*

L'adoption de ce plan² ... dans le plan d'action, a permis de se doter de moyens humains et matériels de nature à mieux atteindre les objectifs.

▶ L'Activité hors Plan d'Actions

² Cf. PV du CA du 20 septembre 2004

■ Les demandes d'intervention

Les demandes se sont multipliées. On peut les regrouper en deux modalités :

- les demandes d'intervention sur un contenu, c'est-à-dire un apport, une conférence, pour ouvrir un temps de travail dans une journée d'étude, amorcer une table ronde.
Il s'agit dans ce cas d'une demande d'expertise thématique.
- Les demandes portant sur l'animation d'un débat, d'une mise en commun d'ateliers.
Il s'agit d'une demande à dominante méthodologique.

■ L'assistance à Maîtrise d'ouvrage

Déjà pointée dans les conclusions du précédent compte-rendu d'activité et de gestion (exercice 2003), ces missions, légères, semblent répondre à un besoin. Dans un dialogue avec le demandeur, il convient de passer d'une opportunité souvent floue (disponibilités sur une ligne budgétaire, demande de la hiérarchie ou d'un élu de « faire quelque chose... ») à une demande plus structurée. En évitant d'être opérateur³, en requalifiant la demande vers l'amont, nous avons le sentiment de répondre à un besoin : comment passer commande à des tiers privés, à qui s'adresser, sur quels critères sélectionner ?

Services déconcentrés de l'Etat et Collectivités territoriales semblent parfois mal à l'aise quand il s'agit « d'acheter » de la matière grise ; la tendance est souvent d'aligner la commande de ces prestations sur les habitudes et contraintes d'achat de matériel ; et ce, pour se prémunir de toute critique en termes de favoritisme : recours à la procédure des marchés publics, même lorsque cela n'est pas obligatoire, consultation d'un nombre élevé de prestataires, sélection sur la base du seul critère de prix ...

A noter : pour les demandes d'intervention comme pour des missions d'accompagnement de Maîtres d'ouvrages, l'origine est partagée également entre territoires inscrits dans la politique de la Ville et hors celle-ci.

► Evénements exceptionnels

■ Les relations avec l'Université

Depuis la démission de sa représentante (en date du 23 septembre 2003), les relations avec l'Université sont au « point mort », en dépit d'échanges épistolaires et de contacts directs. Le Centre de ressources parviendra-t-il à récupérer, sous forme de prestations, la contribution de l'Université de Toulouse le Mirail qui avoisine à présent l'équivalent de 80000 euros.

Par contre, des contacts, voire des collaborations se nouent avec des enseignants – chercheurs ; ainsi, le directeur de l'IUP Aménagement et un ingénieur de recherche vont-ils participer au 1^{er} trimestre 2005, aux trois ateliers du Cycle Régional de Qualification. La relance du Conseil Technique – qui ne s'est pas réuni en 2004 – pourrait sans doute constituer un point d'appui dans la recherche de ce partenariat.

■ La coopération avec Pays et Quartiers d'Aquitaine

³ Le centre de ressources n'a ni la compétence ni la capacité à intervenir tous azimuts, avec le double risque de dispersion et de concurrence déloyale vis-à-vis de cabinets de consultants, d'organismes de formation.

La coopération amorcée en 2003 avec PQA⁴ ne s'est pas prolongée en actes. Une hypothèse est à l'étude pour 2005.

Par ailleurs cette coopération – voulue par les fondateurs et inscrite dans les conventions constitutives – gagnerait sans doute à un plus fort portage politique, permettant par exemple - de cibler une action thématique annuelle commune. La tenue d'une rencontre entre les deux conseils serait de nature à asseoir cette coopération dans la durée.

■ Un profond renouvellement du Conseil d'Administration

La composition, au niveau des personnes, a été profondément renouvelée. En raison :

- des élections régionales : un des deux postes dévolus à l'Assemblée Régionale a changé de titulaire
- de la rotation des membres du corps préfectoral : le Sous-préfet, chargé de mission adjoint au SGAR a changé au 1^{er} septembre et endossé la responsabilité – exercée par alternance – de la présidence du GIP
- la nomination d'un nouveau directeur à la Délégation régionale Midi-Pyrénées du CNFPT, mettant fin, de ce fait, à la période d'intérim.

Sur cinq membres – le 6^{ème}, représentant l'Université, n'ayant toujours pas été désigné – trois ont donc changé au cours du 2^{ème} semestre 2004.

Enfin, notons par ailleurs, que le renouvellement a concerné également des membres disposant d'une voix consultative, avec dans certains cas un droit de veto.

- départ et remplacement du Contrôleur Financier en Région
- départ et remplacement du Sous-préfet chargé de mission à la Ville, représentant Monsieur le Préfet de Région comme Commissaire du Gouvernement.

⁴ A savoir :

- Visites réciproques et échanges sur les modes d'organisations respectifs d'une part,
- Montage d'une séance d'information sur la LOPVRU avec le DIV adjoint, à Agen, commune aux deux régions et suivie du numéro 1 de Trait d'Union (publication commune aux deux centres)

PRESENTATION DU PLAN D' ACTIONS

...

MISE EN ŒUVRE EXERCICE 2005

A - VOLET « INFORMATION, COMMUNICATION, CAPITALISATION »

Collecter, traiter, produire et mettre à disposition de l'information fiable et attractive, utile aux acteurs dans un processus de vulgarisation

✓ **Outils récurrents, objectifs :**

- La lettre de R&T, 1 numéro
- Le Flash Info, 10 numéros
- Les Fichexpériences, 8 exemplaires
- SVP INFO-DOC, en fonction de la demande

✓ **Produits à achever, à relancer :**

- Guide des acteurs et ressources de la politique de la Ville en Midi-Pyrénées
Actualisation de l'existant, dont complément avec les acteurs de l'IAE
- Dépliant « publications/documentation »
- Dépliant « qualification/formation ».

✓ **Outils à développer :**

- Pôle documentaire : renforcement, mise en ligne et évolution du site

B - VOLET « CONTRIBUTION A L' ANIMATION DU DEBAT REGIONAL ET A LA MISE EN RESEAU D' ACTEURS »

Rencontres à définir et à monter autour de thèmes ou d'acteurs émergents

Action à confirmer en fonction de l'intérêt rencontré auprès des acteurs

✓ **Accompagnement social et PRU**

Groupe de travail ouvert aux trois sites concernés (Tarbes, Toulouse, Montauban), pouvant éventuellement contribuer au Cycle Régional de Qualification 2005/2006
Seraient invités, les techniciens des différentes collectivités territoriales.

✓ **L'appropriation et la mise en œuvre de la compétence « politique de la Ville »**
par les communautés d'agglomération, l'articulation politique de la ville / politique d'agglomération.

Groupe de travail avec des DGS/DGA des CA concernées

C - VOLET « CONTRIBUTION A LA QUALIFICATION DES ACTEURS ET A L' APPUI METHODOLOGIQUE »

Actions à achever :

- ✓ Cycle Régional de Qualification 2004/2005 « Et les habitants ?! »
 - Séminaire Habitants (3ème journée, le 20 janvier)

COMPTE-RENDU D'ACTIVITE ET DE GESTION --- EXERCICE 2005

PREAMBULE

L'année 2005 a succédé à une année particulièrement chargée en termes de productions prévues et de sollicitations parvenues en cours de route ; dans le même temps, l'année 2004 avait vu un renouvellement important des membres du CA⁵.

Deux démarches fortes ont marqué cet exercice :

- L'achèvement du Cycle Régional de Qualification intitulé « Et les Habitants ?! De l'usager spectateur au citoyen acteur. »
- Le lancement et la réalisation de la démarche évaluative du Centre de ressources.

Le bilan qui va suivre synthétise l'ensemble des activités de Ressources et Territoires sur l'exercice 2005 tant d'un point de vue du Plan d'actions prévu initialement, que du fonctionnement courant et d'éléments à caractère plus exceptionnel.

A noter : Ce présent compte-rendu d'activité et de gestion reprend souvent des extraits de fiches préparatoires, de fiches de bilan ou de procès-verbal des réunions du Conseil d'Administration ; il sera, en outre, communiqué au Cabinet en charge de l'évaluation du Centre de ressources.

LA FREQUENTATION DU CENTRE DE RESSOURCES

Avant de présenter l'activité par volet thématique, il nous a semblé important de procéder à un bilan de la fréquentation du Centre de ressources.

Fréquentation (appels, visites sur place, consultations du net)

La fréquentation du centre de ressources s'est stabilisée sur l'année 2005. Nous retrouvons donc **une moyenne similaire de 160 appels par mois** soit 8 appels ou venues par jour.

Cette stabilisation doit cependant être relativisée ; en effet, le nombre de manifestations ayant été réduit, l'on peut en déduire une plus forte utilisation de la structure par notre public. Pour preuve, la formalisation d'un accueil public et la possibilité de prêts de documents : nous avons recensé, sur 2005, près **d'une centaine de prêts d'ouvrages**. Cela est confirmé par l'augmentation des questions qui nous parviennent (cf. la rubrique Service Questions/Réponses).

Il est intéressant de mentionner qu'une permanence de l'accueil est assurée pendant la pause déjeuner pour faciliter l'accès d'un public disponible sur cette tranche horaire.

⁵ Cf. Compte-rendu d'activité et de gestion – exercice 2004

Demandes de rendez-vous

22 personnes ont été reçues en entretien individuel, principalement par le Directeur : demandes d'information sur la politique de la Ville, sur le paysage institutionnel général ou liées à certaines thématiques ; soit dans le cadre d'une recherche d'emploi, soit dans le cadre d'une recherche de stage, soit dans le cadre de la rédaction d'un mémoire. L'ensemble de ces personnes a été, par la suite, réorienté sur des structures autres ; trois d'entre elles ont intégré Ressources et Territoires en tant que stagiaires. Nous les retrouverons plus loin dans le descriptif des activités, chacune ayant participé activement à la réalisation d'au moins une action.

8 structures ont également été reçues, à leur demande, pour des questions d'ingénierie de formation, de présentation de dispositifs ou de demandes plus spécifiques d'articulation de leur projet avec la politique de la Ville.

Réunions de travail

31 réunions de travail, de préparation, de bilan de rencontres ou d'interventions allant de 1h00 à une demi-journée, pour la plupart, sont à noter en dehors des réalisations effectives. Sont également à signaler les **réunions bimensuelles de travail avec l'agent comptable** concernant le traitement de la comptabilité et le suivi des salaires.

Enfin, l'année 2005, a été le cadre d'une activité chargée **pour le Réseau des Centres de Ressources** ; note de proposition des directeurs de CDR pour les Assises de la Ville (8 avril 2005), conférences des présidents et directeurs (18 avril 2005) et réception par la Ministre déléguée.

A - VOLET « INFORMATION, COMMUNICATION, CAPITALISATION »

Collecter, traiter, produire et mettre à disposition de l'information fiable et attractive, utile aux acteurs dans un processus de vulgarisation

✓ **Outils récurrents**

Lettre électronique Flash-Info

Six Flash Info ont été produits et diffusés par courrier électronique à destination de plus de 700 acteurs. Le rythme de diffusion – un numéro tous les 2 mois – est dorénavant stabilisé. Une enquête de lectorat est envisagée sur 2006, afin de mieux cerner les attentes des lecteurs ; et ce, tant sur la forme et le rythme de diffusion, que sur le contenu rédactionnel, et le format du produit (aujourd'hui 5 pages A4).

Service Questions / Réponses⁶

104 demandes ont été traitées par le service Questions / Réponses (soit une moyenne de 9 demandes par mois de travail effectif).

Parmi ces demandes - souvent pointues et pour la plupart formulées par mails - les trois quarts des questions ont nécessité un traitement documentaire : recherche et collecte de l'information, analyse et restitution sous forme de synthèse écrite ; et ce, par l'ensemble de l'équipe de R&T, suivant la spécialité requise. Toutes les réponses envoyées par mail ou par voie postale ont été archivées⁷.

Le quart des questions restantes sont plus de l'ordre de la simple demande de renseignements ou de coordonnées téléphoniques (structures, personnes-ressources ou encore références de textes de lois ou de décrets).

En ce qui concerne le profil des usagers demandeurs :

- 61 % sont des professionnels de terrain,
- 15 % appartiennent à des organismes d'appui ou de conseil ou sont des universitaires,
- 24 % sont soit demandeurs d'emploi, soit étudiants ou stagiaires, soit des personnes préparant les concours de la Fonction Publique Territoriale.

Fichexpériences

«École ... ouvre toi», Carmausin - Avril 2005

Alors que la France de l'Education attend de manière plus ou moins sereine les textes d'application de la prochaine loi d'orientation, certains dispositifs déjà en place, n'attendent pas les nouvelles directives ministérielles pour promouvoir l'égalité des chances ... à l'école. Visite guidée d'une cour de récréation carmausine que les partenaires éducatifs locaux ont su ouvrir à des activités au goût d'école buissonnière (...)

« Un projet de territoire concerté pour le développement durable », l'agenda 21 local du Haut-comminges – mars 2005

Comment le développement durable – concept apparu dans les sphères internationales en réaction aux nuisances environnementales et sociales incombant au mode de croissance en cours – porte des principes forts et fondateurs pour l'action : la solidarité dans le temps et dans l'espace, les principes de responsabilité, de prévention et de précaution mais aussi celui d'une nouvelle gouvernance au sein de laquelle les citoyens deviennent acteurs d'une démarche participative, animée par l'autorité locale (...)

« Quand les habitants font le développement », exemple du Conseil de Développement du Pays Val d'Adour – mars 2005

Fondé sur une communauté de vie et d'intérêts, le Pays rassemble diverses structures territoriales de gestion (communes, groupements, structures départementales et régionales) devenant communauté de projet, autour d'une charte de développement. Comment les habitants du Pays Val d'Adour investis au sein du Conseil de Développement du Pays Val d'Adour participent activement à la réflexion, l'animation, la prospective et la proposition pour la développement de leur territoire (...)

⁶ La société SVP qui détient les droits de propriété intellectuelle sur cette marque déposée a contacté plusieurs CDR, menaçant de poursuivre. Nous anticipons et changeons désormais de nom...

⁷ Un fichier Excel d'inventaire est à disposition en vue d'une capitalisation.

«Une justice de proximité ... dans la vallée», Mazamétain - Août 2005

Le totem signalétique dressé à l'entrée du bâtiment affiche clairement le rayonnement territorial de la quatrième Maison de la Justice et du Droit midi pyrénéenne. En effet après les trois premières MJD de l'agglomération toulousaine (Reynerie, Toulouse Nord et Tournefeuille), la MJD du Pays mazamétain et de la Vallée du Thoré devient la première MJD hors agglomération toulousaine et surtout, la première MJD à vocation intercommunale, à la fois dédiée aux justiciables de la ville comme aux justiciables de la campagne. Lorsque proximité rime avec mixité et diversité territoriale (...)

«Communiquer ... pour mieux habiter», Graulhet - Novembre 2005

Lorsque - à la fin de l'année 2004 - la mairie de Graulhet et l'Office Départemental d'HLM du Tarn (Tarn Habitat) ont décidé de présenter un dossier au Comité d'engagement de l'ANRU, leur ambition était bien claire : redorer l'image du quartier d'En Gach et surtout améliorer son cadre de vie. Un an après, le dossier de candidature est presque prêt. Sans faire preuve d'une grande originalité, il affiche un volet communication où méthodologie d'école et système D font bon ménage. Itinéraire d'un "plan de communication maison" ... au service de la participation (...)

«Causeries entre parents», Castres-Mazamet – Novembre 2005

Introduit par la fraîcheur langagière d'un intitulé empreint de québécoisisme*, "les causeries entre parents" constituent une initiative originale au sein de laquelle se conjuguent aide à la parentalité, lien social et mise en réseau professionnelle. Initiée dès 2002 par l'équipe MOUS du pôle Habitat et Politique de la Ville de la Communauté d'Agglomération de Castres-Mazamet, cette démarche fait aujourd'hui l'unanimité auprès d'une communauté éducative qui a souhaité remettre les préoccupations des parents au centre du débat et de l'action (...)

Site internet – www.ressources-territoires.com

En 2005, le site internet du Centre de ressources a franchi un nouveau palier en terme de fréquentation. En effet **la moyenne de fréquentation mensuelle se situe à 2230 visiteurs**. A noter deux pics de consultation frôlant les 2800 visiteurs aux mois de mars et novembre. La mise en place d'un nouveau système de comptabilisation statistique permet d'obtenir une meilleure visibilité sur la durée de visite des internautes. En moyenne les connections durent 3 minutes ; mais 11 % des internautes se connectent plus de 5 minutes par visite. Toujours selon les relevés statistiques, les pages les plus fréquemment parcourues demeurent celles proposées par le Guide des acteurs et ressources, dont l'actualisation n'est pas satisfaisante.

Vœux 2006

1000 cartes de vœux – dont une centaine personnalisées - ont été envoyées accompagnées du carnet n°1 « Publications, documentation », dans la même ligne graphique que celui-ci.

Carnet n°1 – Publications - Documentation

Parallèlement à l'évaluation conduite par un cabinet extérieur (cf. plus loin), l'équipe de Ressources et Territoires produit des éléments de bilan quantifiés.

Pour récapituler la liste exhaustive des productions et services dans le domaine (à fin juin 2005), le **Carnet 1 – Publications / Documentation** est structuré en 8 « entrées » :

- des lettres et des journaux pour S'INFORMER
- des produits pour CAPITALISER
- des fiches pour MUTUALISER
- des rapports pour NOURRIR DES DECISIONS
- un guide pour IDENTIFIER DES ACTEURS, développer des réseaux
- un pôle doc. pour CONSULTER
- UN SVP INFO DOC (renommé Service QUESTIONS / REponses)
- Un site internet pour RETROUVER TOUTE L'INFO R&T.

Un Carnet n°2 portera, en 2006, sur « **Formations – Qualification** ».

B - VOLET « CONTRIBUTION A L'ANIMATION DU DEBAT REGIONAL ET A LA MISE EN RESEAU D'ACTEURS »

✓ Tout en précisant prudemment que les actions seront « à confirmer en fonction de l'intérêt des acteurs », deux axes thématiques avaient été initialement avancés :

- Accompagnement social et PRU
- L'appropriation et la mise en œuvre de la compétence « politique de la Ville » par les intercommunalités.

Sur ces deux thèmes la recherche d'éléments d'information et d'analyse ne s'est pas opérée par la mise en place de groupes de travail réunissant des acteurs appelés à confronter leur pratique, car d'autres modalités se sont présentées :

- La production d'une « **Etude des projets sociaux du Contrat de Ville d'Albi Saint-Juéry** », dans le cadre de l'accueil d'un stage, en alternance, du DESS « Intervention sociale et pratique d'expertise » (cf. volet C)
- Une thèse est en cours sur « **La place de l'exercice de la solidarité dans la construction politique des agglomérations** »⁸ en Midi-Pyrénées.

✓ Une séance d'information sur **la réforme de la Dotation de Solidarité Urbaine - Cohésion Sociale** annoncée dans la Loi de programmation pour la cohésion sociale (18/01/05)

La séance d'information sur la réforme de la DSU-CS s'est bien déroulée, à Agen et en coopération avec le Centre de ressources Pays et Quartiers d'Aquitaine, ce 20 septembre.

⁸ Par Paul Sorbier, sous la direction de Jean-Louis COLL et Marie-Christine JAILLET (CIRUS-CIEU - UTM)

Monsieur Patrick JOYEUX, Chargé de mission en charge de ce dossier à la DIV a fait une intervention appréciée. A noter la présence de 25 participants dont 5 pour la région Midi-Pyrénées, hors organisateurs !

Un document d'information est prêt depuis octobre, dans l'attente de la validation de l'intervenant principal...

C - VOLET « CONTRIBUTION A LA QUALIFICATION DES ACTEURS ET APPUI METHODOLOGIQUE »

Le Cycle régional de qualification 2004/2005 intitulé « Et les Habitants ?! De l'usager spectateur au citoyen acteur »

L'ambition de chaque Cycle Régional de Qualification est, rappelons-le, d'interpeller les acteurs midi pyrénéens de la politique de la Ville sur une question sensible, un enjeu fort et de développer à leur attention des actions informatives et qualifiantes (type journée conférence, séminaires, supports pédagogiques...). Un premier Cycle a été conduit en 2002/2003 sur le thème de *L'évaluation des contrats de Ville*.

En 2004, Ressources & Territoires a ouvert son deuxième Cycle Régional de Qualification sur le thème de la participation des habitants.

Destiné à la diversité des acteurs de la participation (habitants, élus, responsables associatifs, professionnels du développement social, urbain et territorial, agents des services de l'Etat et des collectivités territoriales, etc.), ce Cycle s'est décliné en **plusieurs temps forts** en 2004 – Journée conférence régionale et les 2 premières journées du Séminaire habitants - et s'est poursuivi en 2005

Le SEMINAIRE HABITANTS

Les deux premières journées du Séminaire se sont déroulées en 2004, réunissant à chaque fois une douzaine de participants impliqués dans les démarches. La troisième journée a eu lieu le 20 janvier 2005.

Des Ateliers de présentation de démarches participatives

Atelier 1 - Blagnac : Des Conseils de quartiers pour une démocratie de proximité.

Le 25 janvier, à Albi, a été présentée la démarche de Conseils de quartiers menée sur le territoire de la ville de Blagnac (31). Les participants – une trentaine de personnes au profil divers (élu, habitant, professionnel du DSU, etc.) – ont pu interroger cette démarche.

Atelier 2 - Bordeaux : Le jardin de ta sœur..., l'appropriation collective d'un espace public.

Le mardi 22 février, à Toulouse, a été présentée cette rencontre : d'un côté des habitants et des acteurs en demande d'un espace public, lieu d'expression et de rencontre ; de l'autre une friche, un espace vide. C'est dans l'ouverture et la culture que se fonde le projet de jardin partagé, animé par un collectif d'habitants, d'artistes et autres personnes mobilisées pour redonner du sens à cet espace oublié.

Atelier 3 – Pays Midi Quercy : un Conseil de développement participatif.

Le mardi 15 mars, à Montauban, a été présenté le Conseil de développement du Pays Midi-Quercy qui a su relever le défi de la participation de la société civile au projet de développement du Pays.

Deux experts ont été chargés du questionnement des démarches présentées et ont contribué à dégager un « fil rouge » de séance en séance.

Enfin, pour capitaliser... Un Dossier – Ressources

En cours de réalisation, les dernières corrections devraient permettre une édition courant 2006. Sa diffusion est prévue selon des modalités nouvelles : impression et diffusion d'une centaine d'exemplaires couleurs pour des décideurs, personnes-clés, etc. et incitation à le consulter et/ou le télécharger sur notre site par l'envoi d'une carte postale (1000 ex).

Deux stagiaires

Rappelons que deux stagiaires ont travaillé sur ce cycle de qualification

L'une s'est vue proposer un CDD de six mois - qui l'a conduit jusqu'en mars 2005 - pour poursuivre et finaliser le Cycle Régional de qualification sur le volet Séminaire et la mise en œuvre des Ateliers présentant des démarches participatives ; son rapport de stage « **Essai pour une approche de la participation des habitants dans le développement territorial – Etudes de cas du territoire** » est disponible au pôle documentaire du Centre. Après de brèves missions dans deux sociétés d'Etudes et de conseil, elle a été embauchée par la SEMADOUR sur un poste en parfaite adéquation avec sa formation et le stage pratique ; notons que c'est dans le cadre de son stage pratique à R&T qu'elle a été repérée par son futur employeur.

Les dossiers mis en œuvre dans le cadre de stages universitaires à R&T

Quatre dossiers ont été enclenchés dans le cadre de l'accueil de stagiaires, deux finalisés sur 2005, deux toujours en cours de réalisation.

Dans le cadre d'un DESS « Intervention sociale et pratique d'expertise » à l'UTM, la thématique « Les Projets Sociaux de Territoires dans les Contrats de Ville » a mobilisé un premier stagiaire pendant 5 mois. Le rapport de stage qui sera disponible au pôle documentaire traduit « **la recomposition de l'action publique et le rôle des acteurs sur les territoires au travers de l'étude des projets sociaux du CDV d'Albi-Saint-Juery** ». Une restitution est envisagée sur place auprès des acteurs ayant été enquêtés.

Un second stagiaire, en Maîtrise IUP aménagement, a travaillé sur les **rôles et l'implication des bailleurs sociaux dans les quartiers du Grand Projet de Ville de Toulouse** ; la Gestion Urbaine de Proximité dans les quartiers en difficulté : quelles fonctions pour les bailleurs sociaux ? Analyse dans les quartiers du Grand Mirail et d'Empalot.

A signaler la nomination du mémoire dans le cadre de l'attribution de bourses professionnelles par le MEDEF.

Deux autres stages ont démarré en 2005 et se poursuivront en 2006 ; les deux thématiques retenues sont les suivantes :

- « **Cartographie et Politique de la Ville en Midi-Pyrénées** »
- « **Développement territorial : repérer, en Midi-Pyrénées les offres existantes en ingénierie** »

Rappelons que les stagiaires accueillis par Ressources et Territoires ne sont pas indemnisés sur la durée de leur stage. Seuls les frais de déplacement – sur autorisation préalable – sont pris en compte.

Selon le cursus, il peut y avoir soutenance d'un rapport de stage. Ces rapports, sont dans leur intégralité, consultables au pôle documentaire.

Plan de formation des dirigeants de SIAE 81

Origine, Situation

Dans le cadre du Plan Pluriannuel de l'Insertion par l'Activité Economique - lancé à l'initiative du Comité Départemental de l'Insertion par l'Activité Economique et en partenariat avec l'ensemble des Structures d'Insertion par l'Activité Economique du département- trois groupes de travail ont dégagé des propositions d'orientations. L'un d'entre eux a travaillé plus particulièrement sur les besoins en formation.

Éléments de contenu, Démarche, Chiffrage

Programmation : 3 modules et deux réunions d'étapes

M. 1 : Outils de gestion : les tableaux de bord. Les choisir, les utiliser, les faire évoluer

M. 2 : Les fondamentaux de la responsabilité du chef d'entreprise : fiscal, social

M. 3 : Projet d'entreprise et pilotage stratégique : outils, attitudes

La mission de Ressources et Territoires a consisté à

- rédiger le cahier des charges
- proposer 3 opérateurs
- réaliser le dépliant-programme.

Une convention a été passée avec les financeurs.

Les actions de formation, quant à elles, se sont déroulées de janvier à juin 2005, sur différents sites tarnais : Albi, Castres, Graulhet.

Bilan de l'action

Description

Pourquoi ce Cycle ?

2005 est une année charnière, en raison de la mise en œuvre du Plan de Cohésion Sociale et de la mutation des financements en direction des SIAE.

A l'origine, ce cycle de formation s'inscrit dans le Plan pluriannuel de l'IAE, élaboré au sein du CDIAE, en partenariat avec les différents acteurs de l'insertion (commission formation).

Les modalités pratiques ont été l'alternance d'apports méthodologiques et d'exercices pratiques individuels, de travaux de groupe, élaboration commune d'outils, mutualisation de pratiques, étude de situations... ainsi que la réflexion à partir d'exemples et de cas concrets.

Les publics présents à cette formation ont été des dirigeants salariés et des présidents, administrateurs bénévoles.

Points forts

La qualité pédagogique de l'offre

- Programme, process
- Intervenants, compétence, animation, disponibilité
- Mise à disposition d'outils (tableaux de bord)
- Inter action méthodologique, besoins, pratique.

Les groupes de participants

- Dimension volontaire quant à la participation, motivation
- Taille restreinte
- Profil « dirigeants » homogène, au-delà de la diversité des structures concernées (statut, taille, ...)

Qualité des lieux où se sont déroulées les journées de formation.

Points faibles

Légère déception quant au nombre de participants, en particulier pour le module 2 ouvert aux dirigeants bénévoles (une dizaine de présents).

Difficulté à faire vivre un Groupe de suivi, dans la diversité de ses représentations.

Regret que le Groupe de suivi ne se soit pas donné les moyens d'écouter l'évaluation finale et d'y prendre part, sur place avec les participants.

Conclusion, Perspectives

Un bilan très largement positif - L'évaluation des participants, les bilans du consultant, comme ceux de Ressources et Territoires, du Groupe de suivi, et du CDIAE / DDTEFP 81 sont largement positifs.

Des marges de progrès existent - Cependant il est sans doute possible d'améliorer le montage et le pilotage en articulant mieux missions et tâches des uns et des autres.

Perspectives -

Au niveau du département, il semblerait intéressant de prolonger la démarche en proposant – sur la base du volontariat – aux dirigeants de SIAE qui le souhaitent, de bénéficier d'un appui technique pour mieux adapter et décliner les acquis ; par exemple sous la forme d'un droit de tirage, type chèque conseil.

Au niveau de la Région Midi-Pyrénées, Ressources et Territoires, à partir du présent bilan, peut s'engager dans une démarche de capitalisation / diffusion auprès d'autres départements, par exemple le Tarn et Garonne, voire la Haute-Garonne.

Contrat local d'Accompagnement à la Scolarité/Comité départemental CLAS 31

La journée proprement dite

Ressources et Territoires a été sollicité pour apporter un soutien technique à l'élaboration de la rencontre départementale des porteurs de projets CLAS.

Porteurs de projets, animateurs de dispositifs, chargés de mission éducation, ..., ils ont été 150 participants à avoir répondu présents, ce 27 janvier 2005 à l'appel du CLAS 31.

Journée co-organisée par : CAF 31, Conseil Général de la Haute-Garonne, FASILD, DDJS 31, Préfecture de la Haute-Garonne, IA31, DDASS 31 ; Ressources et Territoires a apporté son soutien technique qui s'est traduit par les tâches suivantes :

- Préparation et animation des séances plénières
- Réalisation du dépliant programme et du dossier du participant (ressources documentaires).

Les suites

Participation à l'élaboration d'un cahier des charges pour la mise en œuvre d'une formation en direction des accompagnateurs CLAS ; trois opérateurs ont été retenus :

- l'AFEV
- le CLAP
- la Fédération Léo Lagrange.

Espaces et déviances en public / journée d'études

Depuis un certain nombre d'années, l'effritement des solidarités de voisinage, l'accroissement des mobilités urbaines et migratoires, l'individualisation croissante des rapports sociaux, les logiques de fragmentation sociale sont venus progressivement **remodeler les rapports du « public » à l'espace physique et social de la rue et plus largement de tous les lieux publics ou collectifs**. L'appréhension en termes de « lieux de sociabilité » a souvent dérivé vers l'émergence de peurs désignées sous le terme de « sentiment d'insécurité » dans les politiques publiques. L'espace public serait ainsi devenu menaçant pour le citoyen, impliquant pour le politique une « mise en ordre » de ces espaces, ou tout du moins nécessitant une intervention publique « régulatrice », « pacificatrice » ou « médiatrice ».

Articulée autour d'interventions plénières le matin et d'ateliers (en petits groupes) l'après-midi, cette journée d'étude en date du 15 novembre 2005 – co-organisée par **l'IFRASS, le CERP et R&T** – a abordé plusieurs thèmes dont :

- la construction sociale de la déviance dans les espaces publics ou collectifs,
- la construction des peurs modernes liées à ces espaces,
- les politiques de « mise en ordre » des espaces publics ou collectifs.

Si l'essentiel de la conception a été conduit par le CERP, R&T a assuré l'animation d'un des trois ateliers de l'après-midi.

Actions de formation contractualisées, avec le CNFPT Midi-Pyrénées

Elaboration et mise en œuvre d'une convention⁹ de formation

Cycle de développement territorial : Les clés de la politique de la Ville

Cycle réalisé depuis maintenant 3 ans.

Tâches réalisées par Ressources et Territoires :

- Définition du cadre pédagogique, déroulement du programme
- Proposition d'intervenants et coordination de ceux-ci
- Interventions thématiques sur plusieurs demi-journées
- Préparation et accompagnement / exploitation d'une visite de terrain
- Présence *fil rouge* sur l'ensemble du déroulement des sessions

Soit 2 cycles de 3 jours à l'attention d'un public d'agents de catégorie B en formation initiale. Ces deux cycles se sont déroulés les 1, 2, 3 juin et les 21, 22, 23 novembre.

A noter cette année, une expérimentation « validée » pour les cycles suivants à savoir un jour consacré à une visite de terrain sur un des sites en Contrat de Ville de la Région Midi-Pyrénées. Les sites de Montauban et de Toulouse (Reynerie / Bellefontaine) ont ainsi été visités cette année.

Interventions thématiques

- ✓ Stage « Préparation au concours, spécialité Urbanisme », 1 stage de trois jours Réalisé les 17, 18 et 19 janvier 2005. Conception, animation générale, interventions.
- ✓ Intervention « Les politiques d'animation et d'éducation dans la politique de la Ville » sur des groupes d'animateurs sociaux, 2x0.5 j. les 14 mars et 14 novembre.

L'évaluation du Centre de Ressources

Le Conseil d'Administration avait adopté, en 2004, le principe d'une évaluation du Centre de ressources, conduite par un tiers, et qui s'est déroulée comme prévue sur l'exercice 2005. Les résultats de cette évaluation sont à paraître pour la fin du premier trimestre 2006. Petit rappel historique :

➔ POURQUOI EVALUER ?

- 1- Le Centre de ressources a été créé dans le cadre du CPER 2000-2006 par la volonté commune de différents acteurs publics, au premier rang desquels le Conseil Régional et l'Etat ; il a commencé à produire dès l'exercice 2002¹⁰.

Il s'agit donc d'un outil nouveau dans le paysage régional.

- 2- Son prolongement, au-delà de 2006, s'inscrit dans le cadre des **évolutions de la politique de la Ville** et de la politique de cohésion sociale des territoires.

⁹ Conformément à la convention n°03 13 R 689 du 12/03/04 la préparation et l'animation de 10 conférences ou journées de formation par an, au profit et pour le compte du CNFPT, sur les thématiques liées à l'objet social du groupement.

¹⁰ La mise en place de l'outil s'est faite sur les derniers mois de 2001, l'évaluation portera sur 2002, 2003, 2004 et le premier semestre 2005.

- 3- **La réalité de l'espace rural en Midi-Pyrénées, la mise en place de plus de 30 pays**, l'existence de parcs naturels, le développement du programme Leader +, peut conduire à se poser la question d'une éventuelle extension des compétences de R&T au développement territorial (sur un modèle de type Pays & Quartiers d'Aquitaine).

Pour éclairer une décision quelle qu'elle soit - prolongement « en l'état », arrêt, ou renforcement et évolution - une démarche évaluative s'imposait.

Deux dimensions ont structuré le Cahier des charges et la démarche évaluative :

- **une dimension liée à l'activité** (à laquelle l'équipe de R&T contribuera au niveau du bilan et de la fourniture de données : par exemple propositions d'une typologie d'utilisateurs, statistiques de fréquentation ...) ; quelle satisfaction, quelles critiques, quelle image selon les publics ?
- **une dimension prospective et stratégique** qui essaiera de prendre en compte :
 - les réalités du nouveau contexte de cette politique publique,
 - les réalités de la région Midi-Pyrénées,
 - les forces et les faiblesses de l'outil R&T.

Et ce, afin de dégager des pistes pour l'avenir ; de mieux apprécier les conséquences des différents choix possibles.

➡ COMMENT ET QUAND EVALUER ?

Modalités de réalisation

Trois cabinets ont été auditionnés le mercredi 15 juin par le groupe de travail évaluation¹¹, en complément de la remise de leur proposition écrite, en réponse au cahier des charges élaboré par Ressources et Territoires.

C'est Monsieur **Bruno CARLON**, Directeur du **Cabinet CIVITO**, basé dans le Vaucluse, (réseau TERRITORI) qui a été retenu en raison de la qualité de sa proposition et, en particulier, de sa capacité à contribuer à une réflexion prospective dans le contexte en mutation de la politique de la Ville.

Financement

Cette démarche bénéficie d'un financement exceptionnel, assuré à parts égales par l'Etat et le Conseil Régional.

Calendrier de la démarche évaluative

Réalisation de l'étude : **de juillet 2005 à janvier 2006**

Juillet – Sept. Phase 1 : La production du référentiel

- **Objectifs** Poser le cadre de référence des contenus et de la démarche
Formuler les bonnes questions
Construire les outils des phases suivantes
- **Modalités** Analyse de documents
Entretiens individuels avec chaque membre de l'équipe

¹¹ Roselyne SERRA, Jeanne-Marie CARDON, Djamel BOUKAÏS
et l'équipe de base de R&T : Patrick-Yves MATHIEU, Patricia TAURAN, Dominique PASTRE

Entretiens individuels avec chaque membre du Groupe Evaluation

- **Présentation** Conjointe aux membres du Groupe Evaluation et du Conseil d'Administration
- **Production** Remise d'une Note d'étape et d'un tableau, à dominante méthodologique

Sept. – Nov. – Déc. **Phase 2 : L'investigation et le rapport d'évaluation**

- **Objectifs** Mesurer l'activité réalisée
Estimer la qualité des services, la connaissance des productions, le degré de satisfaction
Recueillir les besoins et les attentes
- **Modalités** Conduite d'une quarantaine d'entretiens individuels auprès des principaux acteurs cœur de cible
Réalisation d'une enquête postale complémentaire
Réalisation d'une enquête téléphonique auprès de ceux qui ne travaillent pas avec R&T
- **Présentation** Aux membres du Groupe Evaluation
Aux membres du Conseil d'Administration
Auprès des acteurs régionaux de la politique de la Ville (pers. interviewées)
- **Production** Remise du Rapport d'Evaluation

Janv. – mars **Phase 3 : La réflexion prospective**

- **Objectifs** Approfondir la réflexion
Structurer les orientations stratégiques
- **Modalités** Travail avec l'équipe technique, le Groupe Evaluation, le CA
- **Production** Rédaction d'une Note complémentaire à dominante stratégique.

➔ SITUATION FIN 2005

Bruno CARLON a conduit 48 entretiens (principalement en face à face, et quelques uns par téléphone). L'enquête postale en direction de partenaires et acteurs complémentaires a été réalisée et exploitée.

Les délais de la démarche évaluative sont respectés. Ainsi, le lundi 19 décembre 2005 s'est tenue, comme prévu, la réunion de restitution aux membres du CA et au Groupe de suivi. La réunion à suivre verra finaliser le premier bilan d'étape de l'évaluation et l'échéancier de la démarche prospective, revisitée du fait de l'échéance des CPER et des annonces politiques.

Une **Note d'étape** sera remise, présentée et discutée début 2006 ; elle contribuera au débat d'orientations du 1^{er} semestre 2006.

Interventions et animations de séances et de rencontres / à la demande

Ressources et Territoires est intervenu dans diverses réunions d'information, à la demande des organisateurs, souvent pour présenter des éléments méthodologiques ; ainsi avons-nous été sollicités :

- Dans le cadre des **3^{èmes} Assises Nationales du Développement Durable**, du 24 au 26 mai 2005, au Centre des congrès de Toulouse.

Il est à noter, à la demande des organisateurs, deux interventions de R&T ; la première concerne la présentation de la démarche du CRQII – Séminaire Habitants ; la seconde comme rapporteur du Forum « Evaluation des modes d'élaboration de la décision publique et participation citoyenne ».

- Par l'**IFRASS** à Toulouse, animation, le 11 mai 2005, du café citoyen sur le thème de « **La place des associations dans le Grand Projet de Ville de l'agglomération Toulousaine** ».
- Pour le **Cercle Condorcet Midi-Toulousain**, 7/02/05, à Toulouse Conférence, dans le cadre du Cycle de débats 2005, d'une soirée « Comment faire société dans la ville d'aujourd'hui ? »
- **Médiation sociale interculturelle** – Formation COFRIMI, 10/05/05
Présentation de la politique de la Ville à **des médiateurs sociaux** en formation.
- **PRU Graulhet** – Groupe communication – 19/07/05 – Graulhet
Participation au groupe de travail (3 réunions) notamment par la présentation d'une palette d'outils pour le développement « d'un plan de concertation » dans le cadre du montage d'un dossier ANRU.

Par ailleurs, Ressources et Territoires est resté en relation avec le Club Régional de la Société Française de l'Evaluation (réunions, lecture de documents).

Aide à la conception, au montage et réalisation de séances

- Pour la **Fonda Midi-Pyrénées et la Fédération PARTIR**, R&T a apporté un soutien technique dans le montage, la diffusion et l'animation d'une soirée débat sur le thème « Associations, expertise, innovation et territoires ruraux » le 27 Octobre 05 à Figeac.
- **Ville de Revel** – 20/10/05 - Revel
Animation de la conférence « **Parents d'Ados, mode d'emploi** » où 110 personnes avaient répondu présentes à cette soirée s'inscrivant dans une politique préventive (CISPD / service jeunesse).

Participation à des instances

- ✓ Evaluation : R&T a participé à des réunions de restitution et de présentation des rapports d'évaluation des Contrats de Ville à Castres /Mazamet /Aussillon /La Brugière, Montauban, et du PST de Verrières-Rayssac à Albi
- ✓ PRIPI : Programme Régional d'Insertion des Populations Immigrées / Comité de pilotage et Comités de pilotages d'études pour le FASILD
- ✓ Observatoire social régional - DRASS
- ✓ Comité Régional pour l'habitat (CRH)

CONCLUSIONS

► Un pôle documentaire opérationnel

Un plan de classement a été élaboré permettant l'indexation de plus de 1 500 documents (ouvrages, rapports, dossiers, vidéo-cassettes, cd-roms ...) en une quinzaine de champs

thématiques. Une partie de ce fonds documentaire a été enregistrée dans une base de données interne ; il s'agit de celle qui concerne directement la politique de la Ville (histoire, acteurs, outils, ...) en Midi-Pyrénées comme au niveau national.

Le pôle documentaire est sollicité pour l'établissement de notes de ressources documentaires, de recherches bibliographiques. Un partenariat professionnel, non formalisé, s'est mis en place entre documentalistes de diverses institutions : CESR, IFRASS, CIRUS-CIEU ...

► **Le suivi des thèmes antérieurs : l'exemple de l'évaluation**

La question – sensible, complexe et toujours d'actualité – de l'évaluation était le thème de notre premier cycle régional de qualification (2002/2003). On se rappelle que le Dossier Ressources I, qui capitalisait cette démarche, avait été apprécié positivement par de multiples acteurs.

En 2004, nous notions dans les conclusions du compte-rendu d'activité et de gestion des demandes en direction de R&T, que nous avions qualifiées « d'assistance à maîtrise d'ouvrage » (en particulier, justement, contribution à l'élaboration du cahier des charges de démarches évaluatives et d'actions de formation).

R&T en 2005 a été convié à participer à plusieurs réunions de :

- restitution de l'évaluation des actions relevant du CDV de Montauban : Insertion par l'Activité Économique, aide à la parentalité et médiation familiale.
- restitution de l'évaluation des actions relevant de deux thématiques du CDV de Castres / Mazamet / Aussillon / La Bruguières : logement, Insertion par l'économique.
- restitution du bilan du PST d'Albi/Saint-Juery, portant sur le Quartier de Verrières-Rayssac...

Le Centre de Ressources est crédité par les acteurs (Cf. : démarche d'évaluation par un cabinet extérieur) d'avoir contribué à une :

- prise de conscience sur la nécessité (obligation et intérêt) d'évaluer.
- diffusion de la culture méthodologique de l'évaluation.

Il conviendra sans doute – compte-tenu du mouvement général : ONZUS, fin des CPE/R, LOLF...- de poursuivre notre présence sur cette thématique en l'abordant par le biais de l'observation locale des territoires (cartographie, etc).

► **Un début de lisibilité, au niveau de la Haute-garonne, grâce à notre implication, dans l'animation de la journée CLAS 31**

Cette journée a eu pour effet de rendre lisible l'outil R&T aux yeux d'acteurs du département – et, en particulier de l'agglomération toulousaine –.

Parmi les démarches générées directement par cette manifestation, on peut citer :

- une séance d'information auprès d'élus et de techniciens dans une commune de l'agglomération.
- une animation d'une soirée grand public sur un thème éducatif (mais hors territoire prioritaire)

- la participation à un groupe de travail, animé par la DRDJS, sur la formation des personnels oeuvrant dans le cadre de dispositifs des politiques éducatives territorialisées (CLAS, CEL, Veille éducative...)

► **Des interventions sur la diversité des territoires de Midi-Pyrénées**

R&T a poursuivi son effort d'élargissement géographique de son aire d'intervention, au-delà de l'agglomération toulousaine.

A titre d'exemples, pour ce qui concerne le cycle régional de qualification II, si la Journée-Conférence de lancement a bien eu lieu à Toulouse (dans l'amphithéâtre du CNFPT, en juin 2004), les actions suivantes ont été décentralisées :

- sur 3 ateliers, 2 se sont tenus hors Toulouse : à **Albi et à Montauban**.

Pour le plan de formation des dirigeants de SIAE du Tarn, le même souci nous a guidé :

- sur 3 journées, 2 se sont tenues hors Albi : à **Castres et à Graulhet**.

Enfin, la séance d'information inter-régionale sur la DSU-CS a été organisée, à **Agen**, en collaboration avec Pays et Quartiers d'Aquitaine.

► **Une action particulièrement réussie : le Cycle régional de qualification II « Et les Habitants ?!... »**

Ce cycle II, annoncé à la fin du 1^{er} semestre 2004, poursuivi et achevé en 2005 a été le soin d'une attention particulière tant par la qualité et le nombre d'intervenants associés sur l'ensemble de la démarche, que pour la recherche d'outils pédagogiques adaptés : classeur du participant pour le séminaire Habitants, dispositifs d'animation pour les ateliers...

L'animation des séances, la pédagogie mise en œuvre (coproduction de l'animation entre R&T/une responsable associative, implication forte d'un groupe de suivi, prise en compte réelle des *désiderata* des participants...) ont été en cohérence avec la thématique générale de la participation.

C'est aussi l'action pour laquelle R&T a dépensé le plus ; une atténuation de dépenses a d'ailleurs été obtenue par la mobilisation d'un financement, dans le cadre de la convention nationale DIV/CNFPT.

► **...qui a permis d'amorcer un pré-positionnement dans l'éventualité d'une extension de compétences au volet des territoires ruraux.**

Citons à titre d'exemples

- la coopération avec deux universitaires-chercheurs de l'IUP Aménagement et développement territorial (UTM), dont son directeur
- la participation à un séminaire associatif de l'Université Rurale de Quercy-Rouergue (URQR), à Villefranche-de-Rouergue
- une rencontre/échanges avec la directrice de l'ADEFPAT
- l'accueil, au sein de chacun des 3 ateliers de participants impliqués sur des territoires et intercommunalités rurales : pays, associations de développement.

Cette démarche sera poursuivie en 2006.

PLAN D' ACTIONS
...
ORIENTATIONS POUR 2006

VOLET « INFORMATION, COMMUNICATION, CAPITALISATION »

Collecter, traiter, produire et mettre à disposition de l'information fiable et attractive, utile aux acteurs dans un processus de vulgarisation

✓ **Outils récurrents :**

- La lettre de R&T (1 n°), les Flash Info (6 à 8 n°), le SVP INFO-DOC ...

✓ **Outils nouveaux :**

- documents synthétiques et pédagogiques sur :
 - la réforme de la DSU - CS
 - le Plan de Cohésion Sociale
- carnet 2 « Formations - Qualification »

VOLET « CONTRIBUTION A L'ANIMATION DU DEBAT REGIONAL ET A LA MISE EN RESEAU D'ACTEURS»

Actions et /ou productions à définir et à monter autour de thèmes ou d'acteurs émergents

✓ **Série « Education » et « politique de la Ville »**

Mise en valeur d'expériences et de démarches au moyen d'une série de FichExpériences sur les thèmes de : la réussite éducative, le CEL/PEL, les CLAS... (8 à 10 fiches)

✓ **Conférence régionale « Volet urbain / volet humain »**

Quelle articulation, quelles complémentarités dans les Projets de Rénovation Urbaine ;
Sites de Toulouse, Tarbes, Montauban.

VOLET « CONTRIBUTION A LA QUALIFICATION DES ACTEURS ET A L'APPUI METHODOLOGIQUE»

Actions coproduites :

✓ Avec le **CNFPT**, dans le cadre de la convention signée

- Stage « Les clés de la politique de la Ville », 2 stages de trois jours chacun
- Intervention sur des groupes d'animateurs sociaux, 2x0.5 j soit 1 jour
- Journées conférences sur le Plan de Cohésion sociale, 2x1 j soit 2 jours

✓ **Cycle de formation sur site pour les partenaires et acteurs de la Rénovation Urbaine**

Site de Graulhet
4 journées

Actions à produire :

- ✓ Cycle Régional de Qualification 2006
« **La cohésion sociale des territoires. Définition, outils d'observation et d'action** »
Une journée Conférence régionale,
Deux actions de formation ciblées,
Un Dossier-Ressources

- ✓ L'observation **des territoires**
Chercher à s'inscrire dans cette démarche, en identifiant l'existant, mutualisant les pratiques en cours.

VOLET EVALUATION DU CENTRE DE RESSOURCES

- ✓ Restitution de l'évaluation réalisée sur le second semestre 2005
- ✓ Débat et orientations sur le devenir du Centre de ressources
- ✓ Restitution aux acteurs.

VOLET PARTICIPATION A DES INSTANCES

- ✓ PRIPI Comité de pilotage ?
- ✓ Observatoire social régional - DRASS
- ✓ ER2C Conseil Pédagogique, Groupe « Pédagogie »
- ✓ CRH Comité de pilotage.

Réseau des **Directeurs de Centres de Ressources**
Réseau national des 14 CDR (6 à 7 rencontres).

COMPTE-RENDU D'ACTIVITE ET DE GESTION

Janv. à Oct. 2006

LA FREQUENTATION DU CENTRE DE RESSOURCES

Fréquentation (appels, visites sur place, consultations du net)

Il est à noter une augmentation conséquente de la fréquentation du centre de ressources pour le premier semestre 2006. La venue sur site compensant la stagnation voire la diminution des appels. 30 % de cette fréquentation (contre 11% en 2005) est à imputer directement à la consultation du pôle documentaire - soit par des étudiants soit par des professionnels - dans le cadre du Service Questions / Réponses.

La permanence de l'accueil mise en place en 2005 et assurée pendant la pause déjeuner pour faciliter l'accès d'un public disponible sur cette tranche horaire s'est maintenue en 2006 et a contribué, de fait, à l'augmentation de la fréquentation du Centre de ressources.

Demandes de rendez-vous hors consultation documentaire

22 personnes ont été reçues en entretien individuel, principalement par le Directeur : demandes d'information sur la politique de la Ville, sur le paysage institutionnel général ou liées à certaines thématiques ; soit dans le cadre d'une recherche d'emploi, soit dans le cadre d'une recherche de stage, soit dans le cadre de la rédaction d'un mémoire. L'ensemble de ces personnes a été, par la suite, réorienté sur des structures autres ; deux d'entre elles ont intégré Ressources et Territoires en tant que stagiaires. Nous les retrouverons plus loin dans le descriptif des activités, chacune ayant participé activement à la réalisation d'au moins une action.

12 structures dont 2 associations ont également été reçues, à leur demande, pour des questions d'ingénierie de formation, de présentation de dispositifs ou de demandes plus spécifiques d'articulation de leur projet avec la politique de la Ville.

Réunions de travail

30 réunions de travail, de préparation, de bilan de rencontres ou d'interventions allant de 1h00 à une demi-journée, pour la plupart, sont à noter en dehors des réalisations effectives.

Sont également à signaler les **réunions bimensuelles de travail avec l'agent comptable** concernant le traitement de la comptabilité, le suivi des salaires et la réalisation en mars du compte financier et de gestion à destination de la cour des compte.

Enfin, l'année 2006, a été le cadre d'une activité chargée pour deux types de **Réseaux des Centres de Ressources**. Le Réseau national des Centres de ressources politique de la Ville

avec les rencontres du nouveau DIV, et des représentants de l'ANCSEC et de l'ANRU. Les rencontres des centres de ressources midi pyrénéens dans le cadre d'une réflexion sur l'éventualité d'un rapprochement des centres de ressources. Plusieurs rencontres ont été organisées, entre centres mais également en présence de représentants de l'Etat et de certains services déconcentrés.

A - VOLET « INFORMATION, COMMUNICATION, CAPITALISATION »

Collecter, traiter, produire et mettre à disposition de l'information fiable et attractive, utile aux acteurs dans un processus de vulgarisation

✓ **Outils récurrents**

Lettre électronique Flash-Info

Trois Flash Info ont été produits et diffusés par courrier électronique à destination de plus de 700 acteurs.

Service Questions / Réponses¹²

65 demandes ont été traitées par le service Questions / Réponses.

Parmi ces demandes, 40 ont nécessité un traitement documentaire : recherche et collecte de l'information, analyse et restitution sous forme de synthèse écrite ; et ce, par l'ensemble de l'équipe de R&T, suivant la spécialité requise. Toutes les réponses envoyées par mail ou par voie postale ont été archivées¹³.

Les 25 questions restantes sont plus de l'ordre de la simple demande de renseignements ou de coordonnées téléphoniques (structures, personnes-ressources ou encore références de textes de lois ou de décrets) et peuvent donc faire l'objet d'un traitement direct par téléphone ou de visu.

Fichexpériences

Un dossier de compilation - diffusé à plus de cent exemplaires - des fiches d'expériences a été réalisé. L'ensemble des fiches a été revisité pour être rassemblées au sein d'une chemise créée à cet effet. Pour mémoire les principaux objectifs visés par ces « fiches d'expériences » proposées par R&T demeurent mutualiser, identifier les initiatives des différents acteurs, profiter des expériences de chacun et échanger des savoir-faire. Réalisées en étroite collaboration avec les instigateurs des démarches mises en lumière, ces fiches sont appelées à

¹² La société SVP qui détient les droits de propriété intellectuelle sur cette marque déposée a contacté plusieurs CDR, menaçant de poursuivre. Nous avons anticipé en changeant désormais de nom...

¹³ Un fichier Excel d'inventaire est à disposition en vue d'une capitalisation.

constituer, à terme, une banque d'expériences et de réalisations en Midi-Pyrénées qui pourra servir à tout entrepreneur de la « cohésion sociale ».

B - VOLET « CONTRIBUTION A L'ANIMATION DU DEBAT REGIONAL ET A LA MISE EN RESEAU D'ACTEURS »

La nécessité de disposer d'indicateurs n'est plus à démontrer. Exigés pour la mise en œuvre de la LOLF (BOP 147), prévus par la LOPVRU, utiles dans le pilotage des actions, indispensables pour élaborer les programmes des futurs CUCS... encore faut-il que ces indicateurs soient pertinents, facilement renseignables, utilisables par les élus pour éclairer leurs décisions.

En étroite collaboration avec le SGAR, qui en a pris l'initiative, nous avons invité l'ensemble des chefs de projets à être associés à la construction et à la validation d'indicateurs pour la mesure de l'action publique en Midi-Pyrénées dans le cadre du programme n°147 « Equité sociale et territoriale ». Nous avons bénéficié de l'animation et de l'assistance technique du Cabinet CIVITO.

Le calendrier et déroulement de la démarche ont été les suivants :

✓ **4 séances thématiques** à dominante élaboration se sont tenues à Ressources et Territoires (CNFPT, Toulouse)

- Le 23 mai 06
 - Les politiques éducatives territorialisées de 9h30 à 12h00
 - Prévention de la délinquance/Sécurité publique de 14h00 à 16h30.
- Le 6 juin 06
 - Habitat/Rénovation Urbaine (dont GUP) de 9h30 à 12h00
 - Emploi/Insertion/Formation de 14h00 à 16h30.

✓ **1 séminaire de synthèse**, à dominante information/formation s'est enue à l'amphithéâtre de la CRAM, place Saint-Etienne (Toulouse)

Un document de travail « BOP Midi-Pyrénéen » a été remis ce jour là. Il est disponible au pôle documentaire ainsi que l'ensemble du dossier relatif à cette action.

C - VOLET « CONTRIBUTION A LA QUALIFICATION DES ACTEURS ET APPUI METHODOLOGIQUE »

L'Atelier « Elaboration des contrats urbains de cohésion sociale »

Le contrat de ville 2000-2006, lancé par la circulaire du premier ministre du 31 décembre 1998, se termine dans quelques mois. Défini par la circulaire du 24 mai et du 15 septembre 2006, le Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) assurera la poursuite de l'action de l'Etat et des collectivités locales dans les quartiers de la géographie prioritaire et en direction de publics cibles.

La prochaine programmation, au titre de la politique de la ville, s'établira dans un paysage complètement nouveau. Une nouvelle agence est créée à cet effet avec l'Agence Nationale pour la Cohésion Sociale et l'Egalité des Chances (ACSE), un nouveau cadre contractuel avec le contrat urbain de cohésion sociale, une nouvelle géographie prioritaire initialement annoncée pour le 31 juillet et de nouvelles relations entre les opérateurs et la commune dans le cadre d'un projet urbain de cohésion sociale que les collectivités sont invitées à préparer. Ces éléments sont autant de raisons qui invitent à reconsidérer les points de repère que chacun avaient adopté depuis plusieurs années, dans le cadre de la politique de la ville.

Pour préparer cette nouvelle étape, le centre de ressources a proposé aux différentes équipes engagées sur le terrain au titre du développement social urbain, de la politique de la ville, de l'action sociale et éducative, de participer à deux journées de travail, sur deux thèmes différents :

- le 11 septembre 2006 (9h30/17h00)

L'élaboration du diagnostic (thème 1) ou comment recycler les matériaux existants et favoriser un "diagnostic partagé".

- le 25 septembre 2006 (9h30/17h00)

La formulation des objectifs opérationnels (thème 2) ou comment intégrer les différents types d'indicateurs (suivi - résultats - moyens) et assurer le montage de la maquette du CUCS.

Les objectifs généraux de l'Atelier - 2 journées – ont été de :

- Repérer les éléments clefs de la démarche d'élaboration du CUCS
- Susciter des échanges entre les participants
- Favoriser un espace de débat sur les questionnements en cours.

Les 2 journées de l'Atelier se sont déroulées dans les locaux de Ressources & Territoires. Elles ont été animées par Antoine ANDERSON, Consultant, Guidfi SA et enseignant associé à l'Université d'Evry (91).

Les dossiers mis en œuvre dans le cadre de stages universitaires à R&T

Quatre dossiers ont été réalisés dans le cadre de l'accueil de stagiaires, dont deux démarrés sur 2005.

- **« Cartographie et Politique de la Ville en Midi-Pyrénées »**

Dans le cadre d'une licence professionnelle « Traitement de l'information graphique » (IUT de Carcassonne), ce stage en alternance a permis la création d'un outil local d'observation des ZUS. Celui-ci présenté lors de la séance de synthèse sur l'élaboration des indicateurs Midi-Pyrénées dans le cadre du BOP 147 « équité sociale et territoriale » a rencontré un vif intérêt auprès des chefs de projet.

- **« Développement territorial : repérer, en Midi-Pyrénées les offres existantes en ingénierie »**

Stage du Master Ingénierie des Politiques territoriales de 4 mois, le thème du développement territorial et l'éventuel élargissement du champ d'intervention de R&T a été mis en étude. Un rapport complet en terme de repérage et de prise en compte des offres existantes en ingénierie.

- **« Fracture numérique et politique de la ville en Midi-Pyrénées »**

Master professionnel technique de l'information et de la communication dans le développement territorial, le thème de ce stage de 5 mois a porté sur la production d'une

étude sur l'utilisation, la place et le rôle des TIC dans les quartiers du contrat de ville de l'agglomération toulousaine.

- « **Contribution de la politique régionale de l'Union Européenne à la politique de la ville en Midi-Pyrénées : état des lieux 2000/2006** »

Dans le cadre de la formation « Chef de projet Europe » financée par le Conseil Régional Midi-Pyrénées, une analyse de la mobilisation des financements européens sur les 7 sites en contrat de ville permet un regard croisé sur l'impact des financements européens FSE et FEDER.

Rappelons que les stagiaires accueillis par Ressources et Territoires ne sont pas indemnisés sur la durée de leur stage. Seuls les frais de déplacement – sur autorisation préalable – sont pris en compte.

Selon le cursus, il peut y avoir soutenance d'un rapport de stage. Ces rapports, sont dans leur intégralité, consultables au pôle documentaire et diffusés à quelques acteurs-relais.

Journées formation / action d'acteurs du PRU de Graulhet

Ressources et Territoires se voit confier une mission légère de conception et d'animation d'une formation / action d'acteurs du PRU de Graulhet. Le destinataire et commanditaire final étant la Ville de Graulhet, Ressources et Territoires se voit confier la maîtrise d'œuvre pédagogique et organisationnelle. T&T s'est donné comme objectif qu'à l'issue de l'action de formation, les participants doivent être en situation de

- **Rechercher, traiter, diffuser une information fiable sur le PRU**, et ce dans un souci pédagogique : contenu du projet, principales phases et calendrier général, qui fait quoi ...
Modalités : rencontre avec l'équipe d'architectes-urbanistes, contribution à l'élaboration de documents d'information, apports informatifs techniques.
- **Accompagner les acteurs de terrain dans leur implication et participation au PRU** :
Comment mieux travailler ensemble sur le Projet ? Quels outils et démarche spécifique mettre en œuvre ?
Modalités : visite d'un site en PRU à Montauban (les Chaumes, Quartiers Est), rencontre critique avec divers acteurs clés (chef de projet, responsable régie de quartier, association, etc.).

Une première journée de travail a eu lieu le **jeudi 28 septembre 2006** où une visite d'opération a été organisée. Deux thèmes principaux ont fait l'objet d'apports et d'échanges en situation :

- 1/ « La place des élus et des techniciens dans un PRU : comment faciliter le respect des responsabilités et du travail de chacun ? Quels principes et outils dégager ? »
- 2/ « Volet urbain / volet humain d'un PRU : comment articuler des deux dimensions ? »

Contrat local d'Accompagnement à la Scolarité/Comité départemental CLAS 31

Le 27 janvier 2005, près de 200 acteurs des Contrats Locaux d'Accompagnement à la Scolarité se réunissait pour une première rencontre à l'IFRASS, à l'initiative du CLAS 31. Depuis, sur les terrains, de nouveaux projets voient le jour ; des coopérations se renforcent.

Et au niveau départemental des initiatives se développent, en particulier dans le domaine de la formation. Mais des questions demeurent ... dont une, centrale : "Ecole, CLAS, Territoires : comment mieux travailler ensemble ?"

Aussi les membres du CLAS 31 - la CAF, l'Inspection Académique, le Conseil Général de Haute-Garonne, la DDJS, la DDASS, la Préfecture de Haute-Garonne, le FASILD Midi-Pyrénées – ont invité à une nouvelle rencontre destinée prioritairement aux coordinateurs de ces dispositifs.

Ressources et Territoires a été sollicité pour apporter un soutien technique à l'élaboration de cette rencontre départementale « **Ecole, CLAS, Territoires, comment mieux travailler ensemble ?** ».

Porteurs de projets, animateurs de dispositifs, chargés de mission éducation, ..., ils ont été 150 participants à avoir répondu présents, le **mardi 10 octobre** à l'appel du CLAS 31.

Ressources et Territoires a apporté son soutien technique qui s'est traduit par les tâches suivantes :

- Préparation et animation des séances plénières
- Conception et réalisation du dépliant programme et du dossier du participant (ressources documentaires).

Quand les habitants reprennent la parole : outils et méthode pour développer les initiatives

Cette Journée rencontre régionale co-organisée entre la CAF, solidarité Ville, l'IFRASS et Ressources et Territoires se déroulera le **25 novembre 2006**. La programmation de cette journée vous est présentée ci après.

9h30 - Séance d'ouverture

- Intervention de la 1ère Vice-présidente du Conseil Régional Midi-Pyrénées, Vice-présidente de Ressources & Territoires

- Le sens de la rencontre

Comment faire toute sa place à l'initiative des habitants ? Comment sortir du discours d'intention sur la participation en développant des pratiques citoyennes ?

- Intervention du Vice-président du Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais

10h45 - Quatre ateliers : des outils pour de "bonnes pratiques"

- Elaboration collective et formation : diagnostic partagé, Université du citoyen

- Les instances d'organisation de la concertation :

Comités ou Conseils de Quartier, Conseils de Développement

- L'appui technique à l'émergence de projets :

Centres sociaux, associations de quartier

- Des leviers financiers : Fonds de Participation Habitants, budgets participatifs

13h00 Déjeuner en commun

14h15 - Séance plénière : interventions et échanges

- Retour des ateliers : outils, méthodes, mobilisation citoyenne

- Interventions croisées d'élus

Il existe de plus en plus de procédures visant la consultation voire la participation (Fonds de participation des habitants, procédure « Le débat public », Conseils de développement dans les Contrats de Pays ou d'Agglo...) et, paradoxalement, celles-ci semblent introuvables sauf dans les discours sur la démocratie participative ; d'où les questions posées aux élus pour alimenter la réflexion et amorcer les échanges avec la salle

- Synthèse et perspectives

17h00 - Fin des travaux

Et d'ores et déjà acquise la participation de Michel AUTES, expert et chercheur sur des questions au croisement du social et de la participation habitante ; par ailleurs Monsieur autes est vice-président de la Région Nord Pas de Calais.

Actions de formation contractualisées, avec le CNFPT Midi-Pyrénées

Elaboration et mise en œuvre d'une convention¹⁴ de formation

Cycle de développement territorial : Les clés de la politique de la Ville

Cycle réalisé depuis maintenant 4 ans.

Tâches réalisées par Ressources et Territoires :

- Définition du cadre pédagogique, déroulement du programme
- Proposition d'intervenants et coordination de ceux-ci
- Interventions thématiques sur plusieurs demi-journées
- Préparation et accompagnement / exploitation d'une visite de terrain
- Présence fil rouge sur l'ensemble du déroulement des sessions

Soit 2 cycles de 3 jours à l'attention d'un public d'agents de catégorie B en formation initiale. Ces deux cycles se sont déroulés les 26, 27, 28 juin et les 29, 30 novembre et 1^{er} décembre. L'expérimentation 2005 à savoir un jour consacré à une visite de terrain sur un des sites en Contrat de Ville de la Région Midi-Pyrénées a été mise en œuvre toujours avec le même succès.

Interventions thématiques

- ✓ Intervention « Les politiques d'animation et d'éducation dans la politique de la Ville » sur des groupes d'animateurs sociaux, 2x0.5 j. les 27 mars, 6 juin, 9 octobre.
- ✓ Conférences, journées formation
 - « Les clés de la politique de la Ville » le 1^{er} juin
 - « Loi de programmation pour la Cohésion sociale », le 23 mars
 - « Rénovation Urbaine, Cohésion Sociale : présentation des Plans Borloo » le 11 janvier.

¹⁴ Conformément à la convention n°03 13 R 689 du 12/03/04 la préparation et l'animation de 10 conférences ou journées de formation par an, au profit et pour le compte du CNFPT, sur les thématiques liées à l'objet social du groupement.

Interventions et animations de séances et de rencontres / à la demande

Ressources et Territoires est intervenu dans diverses réunions d'information, à la demande des organisateurs, souvent pour présenter des éléments méthodologiques ; ainsi avons-nous été sollicités :

- Bilan et perspectives des projets de Territoires – **Carrefour PQA – les 26, 27 janvier.**
- Pour la **Communauté d'Agglomération du Grand Toulouse**, animation, le 14 mars, de la rencontre régionale parents et professionnels sur le thème « **Agir avec et pour les Parents** ». Manifestation organisée par le Grand Toulouse, en partenariat avec la CAF de la Haute-Garonne, le Conseil Général 31, la Préfecture et la DDASS 31, Ressources et Territoires, la ville d'Halluin, le Forum Français pour la Sécurité Urbaine et l'association Ville et Banlieue. Organisée à la cinémathèque de Toulouse, cette journée animée par R&T a rassemblé plus de 100 personnes.
- **Dîner débat à Deyme** sur les problèmes d'aménagement du territoire et du cadre de vie Associations territoires participatifs le 16 juin.

Par ailleurs, Ressources et Territoires est resté en relation avec le Club Régional de la Société Française de l'Evaluation (réunions, lecture de documents).

Aide à la conception, au montage et réalisation de séances

- Pour le **Contrat de Ville Albi Saint-Juéry**, R&T a été sollicité par l'équipe MOUS du CDV dans le cadre de son évaluation. Le premier axe de notre intervention a consisté à apporter une aide technique à la mise en forme des documents de communication ; le deuxième a porté sur la structuration et l'animation de la séance finale de restitution, le 13 janvier dernier à Albi.
- L'équipe MOUS du **CDV de Montauban** a sollicité R&T pour participer à une réunion d'échanges et de réflexion sur la préparation du futur CUCS de l'agglomération Montalbanaise, et ce dès le mois d'avril.
- Une présentation générale de la politique de la Ville, définitions et notions, s'est déroulée le 30 mars au centre de formation **COFRIMI** ; intervention dans le cadre de la formation préparant au nouveau diplôme d'animateur BPJEPS, option médiation sociale et culturelle.
- Le vendredi 2 juillet, R&T a participé à une **réunion de travail à la DIV**. Réunissant l'ensemble des Centres de ressources, celle-ci entendait contribuer à l'élaboration d'un guide méthodologique destiné aux maîtrises d'ouvrage politiques et maîtrises d'œuvre techniques de ce nouveau contrat.

Participation à des instances

- ✓ **PRIPi** : Programme Régional d'Insertion des Populations Immigrées / Comité de pilotage et Comités de pilotages d'études pour le FASILD

- ✓ **Comité Régional pour l'habitat (CRH)**. Il s'est réuni le mercredi 5 juillet à Toulouse, avec au programme un panorama complet sur la situation du logement en midi-pyrénées. Communications chiffrées et échanges ont porté plus particulièrement sur le financement du logement, la programmation des crédits, le logement des personnes âgées.
 - ✓ **ER2C** – Participation au Conseil pédagogique de l'Ecole et à la commission « Pédagogie ». Pour mémoire, deux autres commissions existent également : commission « publics » et commission « Entreprises ».
-